



Nomination du Commissaire aux Comptes

Rapport du Directeur général

1. L'article 14.1 du Règlement financier de l'OMS dispose qu'un commissaire aux comptes, qui « est le vérificateur général des comptes (ou le fonctionnaire ayant un titre ou un statut équivalent) d'un Membre », est nommé par l'Assemblée de la Santé. La durée de cette nomination est laissée à l'appréciation de l'Assemblée, toutefois les précédents Commissaires aux Comptes ont été nommés pour deux exercices financiers successifs. Dans la résolution WHA60.7, la Soixantième Assemblée mondiale de la Santé a décidé de nommer le titulaire de la charge de Contrôleur et Vérificateur général des Comptes de l'Inde Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé pour les exercices 2008-2009 et 2010-2011.
2. À sa cent vingt-huitième session, en janvier 2011, le Conseil exécutif a proposé un amendement à l'article 14.1 du Règlement financier afin que le mandat du Commissaire aux Comptes soit fixé à quatre ans, couvrant deux exercices biennaux, renouvelable une seule fois pour une seconde période de quatre ans (voir également le document A64/34 sur les amendements au Règlement financier).¹
3. La nomination du Commissaire aux Comptes doit être examinée par la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé et sera effective à compter du 1^{er} janvier 2012.
4. Il est à noter qu'à partir de 2012, l'Organisation prévoit d'adopter les normes comptables internationales du secteur public. L'application de ces normes va entraîner, notamment, la réalisation de vérifications annuelles des comptes de l'Organisation, ainsi que des entités non consolidées et partenariats liés à l'Organisation.
5. Depuis la Quarante-Huitième Assemblée mondiale de la Santé, les États Membres sont invités par le Directeur général à proposer des candidats au poste de commissaire aux comptes. Comme dans d'autres organisations du système des Nations Unies, l'Assemblée de la Santé a fait son choix au scrutin secret conformément à la procédure prévue pour toute élection par les articles 78 et 79 du Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la Santé. La même procédure a aussi été appliquée lors de la Cinquante-Sixième et de la Soixantième Assemblée mondiale de la Santé.
6. Selon l'usage visé au paragraphe 5 et en vigueur dans certaines autres organisations du système des Nations Unies, tous les États Membres ont été invités par la Note verbale C.L.35.2010 (annexe 1) du 27 décembre 2010 à proposer pour examen par la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé une candidature au poste de commissaire aux comptes de l'OMS pour la période 2012-2015. La date limite pour le dépôt des candidatures a été fixée au 15 février 2011.

¹ Voir le document EB128/2011/REC/1.

7. Des États Membres ont présenté leurs candidatures conformément aux conditions énoncées dans la lettre circulaire C.L.35.2010. Des candidatures ont été adressées avant la date limite par les Gouvernements des pays suivants : **France** (en date du 14 février 2011, annexe 2) ; **Allemagne** (en date du 14 février 2011, annexe 3) ; **Ghana** (en date du 15 février 2011, annexe 4) ; **Malaisie** (en date du 15 février 2011, annexe 5) ; **Philippines** (en date du 15 février 2011, annexe 6) ; et **Espagne** (en date du 15 février 2011, annexe 7). Les annexes 2 à 7 comprennent chacune trois éléments : une présentation succincte de la démarche de vérification ; le curriculum vitae du candidat proposé par l'État Membre ; et une demande d'honoraires. La section relative aux honoraires présente : a) une ventilation des coûts pour l'OMS, ainsi que pour les entités non consolidées et partenariats liés à l'Organisation ; et b) le nombre annuel de vérificateurs-mois pour la candidature en question. L'annexe 8 présente un tableau récapitulatif des candidatures et des demandes d'honoraires correspondantes. Le texte intégral des candidatures de ces États Membres, dans la langue originale, peut être obtenu sur demande.

MESURES À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SANTÉ

8. Étant donné que plusieurs propositions de candidature au poste de commissaire aux comptes ont été reçues, la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé voudra peut-être procéder selon l'usage de ces dernières années, c'est-à-dire inviter les représentants des États Membres concernés à exposer brièvement leur proposition afin de faciliter la sélection, puis de désigner le Commissaire aux Comptes par un vote à bulletin secret, à la majorité simple. Après quoi l'Assemblée de la Santé est invitée à adopter le projet de résolution suivant :

La Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé

1. DÉCIDE que [titre exact à insérer ici] de [nom de l'État Membre à insérer] est nommé(e) Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé, ainsi que des entités non consolidées et des partenariats liés à l'Organisation, pour la période 2012-2015 et qu'il/elle devra effectuer ses vérifications de comptes conformément aux principes énoncés à l'article XIV et à l'appendice du Règlement financier sous réserve qu'il/elle pourra, le cas échéant, désigner un représentant chargé de le/la suppléer en son absence ;

[le cas échéant]

2. EXPRIME ses remerciements au Contrôleur et Vérificateur général des Comptes de l'Inde pour les services qu'il a rendus à l'Organisation lors de sa vérification des comptes des exercices 2008-2009 et 2010-2011.

3. PRIE EN OUTRE le Directeur général d'établir le contrat qui liera l'Organisation et le Commissaire aux Comptes qui aura été nommé afin de définir selon quelles modalités il s'acquittera de son mandat, compte tenu, en particulier, des obligations supplémentaires qu'entraîne l'application des normes comptables internationales du secteur public à compter de 2012, conformément à l'annexe ci-après qui fournit de plus amples renseignements sur la nomination du Commissaire aux Comptes.

ANNEXES

TABLE DES MATIÈRES

| | Pages |
|--|--------------|
| Annexe 1 : Note verbale – Lettre circulaire C.L.35.2010, y compris les pièces jointes suivantes : | 5 |
| Appendice 1 : Extrait du Règlement financier | 9 |
| Appendice 2 : Commissaire aux Comptes de l’OMS de 1948 à 2011 | 14 |
| Appendice 3 : Informations générales sur la nomination du Commissaire aux Comptes..... | 15 |
| Annexe 2 France | 18 |
| Annexe 3 Allemagne..... | 23 |
| Annexe 4 Ghana..... | 28 |
| Annexe 5 Malaisie | 34 |
| Annexe 6 Philippines | 39 |
| Annexe 7 Espagne..... | 46 |
| Annexe 8 Tableau récapitulatif des candidatures et des demandes d’honoraires | 56 |

ANNEXE 1

Note verbale



**Organisation
mondiale de la Santé**

20, AVENUE APPIA – CH-1211 GENÈVE 27 – SUISSE – TÉL CENTRAL +41 22 791 2111 – FAX CENTRAL +41 22 791 3111 – WWW.WHO.INT

Réf. : C.L.35.2010

**Nomination du Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé
pour les exercices 2012-2013 et 2014-2015**

L'Organisation mondiale de la Santé présente ses compliments aux États Membres et a l'honneur de rappeler qu'en mai 2007, la Soixantième Assemblée mondiale de la Santé a décidé, par sa résolution WHA60.7, de nommer le titulaire de la charge de contrôleur et vérificateur général des comptes de l'Inde Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la période 2008-2011. En conséquence, et conformément au paragraphe 14.1 du Règlement financier de l'OMS, la Soixantième-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé devra, en mai 2011, nommer un Commissaire aux Comptes pour la période 2012-2015. Celui-ci sera le vérificateur général des comptes (ou le fonctionnaire portant un titre équivalent ou ayant qualité équivalente) d'un État Membre. La présente note verbale a pour objet de préparer la nomination du Commissaire aux Comptes en invitant tous les États Membres à présenter des candidatures.

L'Organisation a donc l'honneur d'inviter les États Membres à présenter un candidat remplissant les conditions prévues au paragraphe 14.1 du Règlement financier de l'OMS dont ils souhaiteraient voir l'Assemblée mondiale de la Santé envisager la nomination comme Commissaire aux Comptes de l'OMS pour la période 2012-2015. Le texte intégral de l'article XIV du Règlement financier et le mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes de l'OMS sont joints à l'annexe I de la présente note. L'annexe II contient la liste des titulaires de la charge de Commissaire aux Comptes de l'OMS entre 1948 et 2011, et l'annexe III d'autres informations générales, notamment sur les opérations financières de l'OMS et les liens renvoyant au rapport financier pour l'exercice 2008-2009.

...

PIÈCES JOINTES (3)

World Health Organization • منظمة الصحة العالمية
世界卫生组织 • Organización Mundial de la Salud • Всемирная организация здравоохранения

C.L.35.2010

Page 2

L'entrée en fonction du prochain Commissaire aux Comptes coïncidera avec l'adoption par l'Organisation des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) en 2012. Le respect des normes IPSAS signifiera notamment l'exécution des vérifications annuelles des états financiers de l'Organisation ainsi que celles des entités non consolidées et des partenariats administrés mais non contrôlés par l'OMS (voir annexe III jointe). Cela aura pour conséquence une augmentation du nombre et de la portée des vérifications et des services connexes des vérifications extérieures à assurer. Afin d'intégrer cette exigence dans le Règlement financier de l'OMS, le Secrétariat a proposé un amendement à l'article XIV du Règlement financier, qui sera examiné par le Conseil exécutif à sa cent vingt-huitième session en janvier 2011, et sera ensuite soumis à la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé pour adoption définitive. L'annexe I contient le texte de l'article XIV du Règlement financier tel qu'il devrait être amendé par la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.

Si un État Membre souhaite proposer un candidat, le nom de ce candidat et la documentation à l'appui de la candidature devront parvenir à l'Organisation au plus tard le 15 février 2011, pour qu'il puisse être présenté à la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé en mai 2011.

Cette candidature de 6000 mots au maximum devra être présentée sans photographies et accompagnée des renseignements suivants :

- a) un curriculum vitae et un exposé détaillé des activités nationales et internationales entreprises par le candidat précisant les domaines de spécialisation qui pourraient intéresser l'OMS (600 mots au maximum) ;
- b) une description de la démarche, des procédures et des normes qui seraient appliquées par le candidat en fonction des principes et des pratiques comptables de l'Organisation, de son Règlement financier et de ses Règles de Gestion financière ainsi qu'un exemple de plan de vérification. Il est à noter qu'à partir de 2012, l'OMS adoptera les normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), qui remplaceront les normes comptables pour le système des Nations Unies, et établira les états financiers annuels conformément aux normes IPSAS et à l'article 13.2 du Règlement financier ;
- c) une estimation du nombre global de mois de travail de vérificateur qui seraient consacrés à l'exécution de la vérification des comptes pour chaque année de 2012 à 2015 ;
- d) **pour chaque année (2012-2015)**, le montant des honoraires demandés exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique. Ce montant, qui couvrira à la fois la vérification des activités programmatiques entreprises au titre du budget ordinaire et des activités financées par des fonds extrabudgétaires, **devra être résumé sur une seule page**. Pour l'estimation du coût de la vérification, toutes les dépenses de secrétariat et autres services auxiliaires, et tous les frais de voyage et les indemnités de subsistance des collaborateurs du Commissaire aux Comptes devront être inclus dans les honoraires proposés. Les frais de voyage devront couvrir les déplacements du pays où réside le candidat à Genève et aux autres bureaux de l'Organisation si le Commissaire aux Comptes juge nécessaire de s'y rendre aux fins de son travail de vérification ; les coûts afférents aux entités non consolidées devront être indiqués séparément ;

...

C.L.35.2010

Page 3

e) une indication de la nature, de l'importance et des délais des demandes d'information qui seront présentées, accès aux documents de travail du Commissaire aux Comptes sortant compris, conformément aux règles internationales applicables à la vérification des comptes, et l'assurance qu'à la fin de son mandat le Commissaire aux Comptes coopérera de la même manière pour répondre aux demandes d'information présentées par son successeur ; et

f) un résumé de **la démarche de vérification** (ne dépassant pas 600 mots).

Le Secrétariat se chargera de faire traduire dans les six langues officielles (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe) le curriculum vitae visé au point a), le résumé d'une page sur le montant des honoraires visé au point d) et le résumé visé au point f), qui seront soumis à l'Assemblée de la Santé.

L'Organisation mondiale de la Santé saisit cette occasion pour renouveler aux États Membres les assurances de sa haute considération.

Genève, le 27 décembre 2010

Appendice 1

C.L.35.2010

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ**EXTRAIT DU RÈGLEMENT FINANCIER****Article XIV – Vérification extérieure**

14.1 Un ou plusieurs commissaires aux comptes, dont chacun est le vérificateur général des comptes (ou le fonctionnaire ayant un titre ou un statut équivalent) d'un Membre, sont nommés par l'Assemblée de la Santé de la manière fixée par elle. Le ou les commissaires désignés ne peuvent être révoqués que par décision de l'Assemblée de la Santé.

14.2 Sous réserve d'une directive spéciale de l'Assemblée de la Santé, chaque vérification par le ou les commissaires aux comptes s'effectue selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et conformément au mandat additionnel énoncé dans l'appendice au présent Règlement.

14.3 Le ou les commissaires aux comptes peuvent formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable, les contrôles financiers intérieurs et, en général, l'administration et la gestion de l'Organisation.

14.4 Le ou les commissaires aux comptes sont complètement indépendants et sont seuls responsables de la conduite du travail de vérification et, sauf dans les cas autorisés par l'article 14-7 ci-dessous, de tout examen local ou spécial.

14.5 L'Assemblée de la Santé peut demander au(x) commissaire(s) aux comptes de procéder à certains examens spécifiques et de déposer des rapports distincts sur leurs résultats.

14.6 Le Directeur général fournit au(x) commissaire(s) aux comptes toutes les facilités nécessaires pour effectuer la vérification.

14.7 Pour procéder à un examen local ou spécial ou pour réaliser des économies sur les frais de vérification, le ou les commissaires aux comptes peuvent faire appel aux services du vérificateur général des comptes (ou du fonctionnaire de titre équivalent) d'un pays quelconque, ou aux services d'experts comptables agréés de réputation établie ou de toute autre personne ou firme qui, de l'avis du ou des commissaires aux comptes, possède les qualifications techniques voulues.

14.8 Le ou les commissaires aux comptes établissent un rapport sur la vérification des états financiers annuels établis par le Directeur général conformément à l'article XIII. Il(s) consigne(nt) dans ce rapport les renseignements jugés nécessaires sur les questions visées au paragraphe 14.3 et dans le mandat additionnel.

14.9 Le ou les rapports du ou des commissaires aux comptes ainsi que les états financiers vérifiés sont transmis par l'intermédiaire du Conseil exécutif à l'Assemblée de la Santé au plus tard le 1^{er} mai qui suit la fin de l'année à laquelle les comptes définitifs se rapportent. Le Conseil exécutif examine les états financiers annuels et le ou les rapports de vérification des comptes et les transmet à l'Assemblée de la Santé en y joignant les observations qu'il juge souhaitables.

- 2 -

Appendice 1
C.L.35.2010

APPENDICE

MANDAT ADDITIONNEL POUR LA VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

1. Le ou les commissaires aux comptes vérifient les comptes de l'Organisation mondiale de la Santé, y compris les fonds fiduciaires et les comptes spéciaux, comme ils le jugent nécessaire pour s'assurer :

- a) que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation ;
- b) que les opérations financières dont les états rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables ;
- c) que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés ;
- d) que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats eu égard aux garanties que l'on en attend ;
- e) que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'ils jugent satisfaisantes.

2. Le ou les commissaires aux comptes sont seuls juges pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le Secrétariat et peuvent, s'ils l'estiment opportun, procéder à l'examen et à la vérification détaillés de toute pièce comptable relative soit aux opérations financières, soit aux fournitures et au matériel.

3. Le ou les commissaires aux comptes et leurs collaborateurs ont librement accès, à tout moment approprié, à tous les livres, écritures et documents comptables dont ils estiment avoir besoin pour effectuer la vérification. Les renseignements considérés comme couverts par le secret professionnel, mais dont le Secrétariat convient qu'ils sont nécessaires pour la vérification, et les renseignements considérés comme confidentiels sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes s'ils en font la demande. Le ou les commissaires aux comptes et leurs collaborateurs respectent le caractère secret ou confidentiel de tout renseignement ainsi désigné qui a été mis à leur disposition et ils n'en font usage que pour ce qui touche directement à l'exécution des opérations de vérification. Le ou les commissaires aux comptes peuvent appeler l'attention de l'Assemblée de la Santé sur tout refus de communiquer des renseignements considérés comme couverts par le secret professionnel dont ils estiment avoir besoin pour effectuer la vérification.

4. Le ou les commissaires aux comptes n'ont pas qualité pour rejeter telle ou telle rubrique des comptes, mais ils appellent l'attention du Directeur général sur toute opération dont la régularité ou l'opportunité leur paraît discutable, pour que le Directeur général prenne les mesures voulues. Toute objection soulevée au cours de la vérification des comptes à l'encontre d'une telle opération ou de toutes autres opérations doit être immédiatement signalée au Directeur général.

- 3 -

Appendice 1
C.L.35.2010

5. Le ou les commissaires aux comptes expriment une opinion sur les états financiers de l'Organisation et la signent. L'opinion comprend les éléments fondamentaux ci-après :

- a) l'identification des états financiers vérifiés ;
- b) une référence à la responsabilité de la direction de l'entité et à la responsabilité du ou des commissaires aux comptes ;
- c) une référence aux normes de vérification des comptes suivies ;
- d) une description du travail accompli ;
- e) une expression de l'opinion sur les états financiers précisant :
 - i) si les états financiers présentent équitablement la situation financière à l'expiration de l'exercice considéré et les résultats des opérations effectuées pendant l'exercice ;
 - ii) si les états financiers ont été préparés conformément aux politiques comptables stipulées ;
 - iii) si les politiques comptables ont été appliquées sur une base correspondant à celle de l'exercice précédent ;
- f) une expression de l'opinion quant à la conformité des opérations effectuées avec le Règlement financier et les autorisations des organes délibérants ;
- g) la date de l'opinion ;
- h) le nom et la fonction du ou des commissaires aux comptes ;
- i) le lieu où le rapport a été signé ;
- j) au besoin, une référence au rapport du ou des commissaires aux comptes sur les états financiers.

6. Dans leur rapport à l'Assemblée de la Santé sur les opérations financières pendant l'exercice considéré, le ou les commissaires aux comptes mentionnent :

- a) la nature et l'étendue de la vérification à laquelle ils ont procédé ;
- b) les éléments qui ont un lien avec la complétude ou l'exactitude des comptes, y compris, le cas échéant :
 - i) les renseignements nécessaires à l'interprétation correcte des comptes ;
 - ii) toute somme qui aurait dû être perçue mais qui n'a pas été passée en compte ;

- 4 -

Appendice 1
C.L.35.2010

- iii) toute somme qui a fait l'objet d'un engagement de dépense régulier ou conditionnel et qui n'a pas été comptabilisée ou dont il n'a pas été tenu compte dans les états financiers ;
 - iv) les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes ;
 - v) une indication de la tenue en bonne et due forme des livres de comptes ; il y a lieu de relever les cas où la présentation des états financiers s'écarte quant au fond d'une application constante des principes comptables généralement acceptés ;
- c) les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention de l'Assemblée de la Santé, par exemple :
- i) les cas de fraude ou de présomption de fraude ;
 - ii) le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres avoirs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle) ;
 - iii) les dépenses risquant d'entraîner ultérieurement des frais considérables pour l'Organisation ;
 - iv) tout vice, général ou particulier, du système de contrôle des recettes et des dépenses, ou des fournitures et du matériel ;
 - v) les dépenses non conformes aux intentions de l'Assemblée de la Santé, compte tenu des virements dûment autorisés à l'intérieur du budget ;
 - vi) les dépassements de crédits, compte tenu des modifications résultant de virements dûment autorisés à l'intérieur du budget ;
 - vii) les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent ;
- d) l'exactitude ou l'inexactitude des comptes relatifs aux fournitures et au matériel, établie d'après l'inventaire et l'examen des livres.

En outre, le rapport peut faire état :

- e) d'opérations qui ont été comptabilisées au cours d'un exercice antérieur et au sujet desquelles des renseignements nouveaux ont été obtenus, ou d'opérations qui doivent être faites au cours d'un exercice ultérieur et au sujet desquelles il semble souhaitable d'informer l'Assemblée de la Santé par avance.

7. Le ou les commissaires aux comptes peuvent présenter à l'Assemblée de la Santé ou au Directeur général toutes observations relatives aux constatations qu'ils ont faites en raison de la vérification, ainsi que tout commentaire qu'ils jugent approprié au sujet du rapport financier.

- 5 -

Appendice 1
C.L.35.2010

8. Chaque fois que l'étendue de la vérification est restreinte ou que les justifications sont insuffisantes, le ou les commissaires aux comptes doivent le mentionner dans leur opinion et leur rapport, en précisant dans leur rapport les raisons de leurs observations ainsi que les conséquences qui en résultent pour la situation financière et les opérations financières comptabilisées.

9. Le ou les commissaires aux comptes ne doivent en aucun cas faire figurer de critiques dans leur rapport sans donner d'abord au Directeur général une possibilité adéquate de leur fournir des explications sur le point litigieux.

10. Le ou les commissaires aux comptes ne sont pas tenus de faire état d'une question quelconque évoquée plus haut qui est jugée sans importance.

Appendice 2

C.L.35.2010

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
LISTE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE 1948 À 2011

| Période | Nombre d'années | Nom | Nationalité |
|------------------------|----------------------------|---|--------------------|
| 1.9.1948 au 31.12.1966 | 18 | M. Uno Brunskog | Suédoise |
| 1.1.1967 au 31.12.1973 | 7 | M. Lars Breie | Norvégienne |
| 1.1.1974 au 31.12.1977 | 4 | M. Lars Lindmark | Suédoise |
| 1.1.1978 au 31.12.1981 | 4 | Sir Douglas Henley | Britannique |
| 1.1.1982 au 31.12.1995 | 14 | Titulaire de la charge de contrôleur et vérificateur général des comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Britannique |
| 1.1.1996 au 31.12.2003 | 8 | Titulaire de la charge de vérificateur général des comptes de la République d'Afrique du Sud | Sud-africaine |
| 1.1.2004 au 31.12.2011 | 8 | Titulaire de la charge de contrôleur et vérificateur général des comptes de l'Inde | Indienne |

Appendice 3

C.L.35.2010

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Informations générales

1. Esprit général de la vérification attendue

L'Organisation mondiale de la Santé souhaite une vérification financière efficace et de haute qualité technique. Celle-ci portera sur des questions importantes de politique et de gestion financières, compte dûment tenu des critères de rentabilité.

2. Nature de la vérification

2.1 On pourra juger de l'ampleur des opérations financières de l'Organisation mondiale de la Santé, et donc de la nature de la vérification, d'après le rapport financier détaillé intitulé « Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice 1^{er} janvier 2008-31 décembre 2009 » disponible sur demande ou sur le site Web de l'Organisation à l'adresse suivante :

http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA63/A63_32-fr.pdf.

Par ailleurs, les documents A60/32 et A60/32 Corr.1 intitulés « Nomination du Commissaire aux Comptes » contiennent les candidatures soumises pour les exercices 2008-2009 et 2010-2011 ; eux aussi sont disponibles sur demande ou sur le site Web de l'Organisation à l'adresse :

http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA60/A60_32-fr.pdf

http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA60/A60_32Corr.1-fr.pdf.

2.2 Les principaux centres d'activité financière sont le Siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève, les six bureaux régionaux situés à Brazzaville (avec des opérations satellite à Harare, Libreville et Ouagadougou), au Caire, à Copenhague, à Manille, à New Delhi et à Washington (voir aussi le paragraphe 8 ci-après), et le siège du Programme africain de Lutte contre l'Onchocercose (APOC) à Ouagadougou. Les six bureaux régionaux et l'APOC établissent des états financiers mensuels qui sont ensuite examinés et regroupés au Siège de l'OMS à Genève. L'Organisation mondiale de la Santé a également un représentant ou un bureau de liaison dans plus de 150 pays, ainsi que du personnel en poste et des projets en cours ailleurs, les dépenses étant engagées localement.

2.3 L'APOC, le CICR, le CIC, l'ONUSIDA et l'UNITAID, entités décrites plus en détail ci-dessous, doivent faire l'objet d'une vérification distincte.

3. Programme africain de lutte contre l'onchocercose (APOC)

L'Organisation mondiale de la Santé est l'organisme chargé de l'exécution de l'APOC. Par conséquent, le Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé est également tenu de vérifier les comptes de l'APOC. Un exemplaire des derniers états financiers vérifiés de l'APOC sera communiqué sur demande.

4. Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC)

Conformément à l'article VI, paragraphe 6.2, du Règlement financier du CIRC, le Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé est également tenu de vérifier les comptes du CIRC dont le siège est à Lyon. Le candidat au poste de Commissaire aux Comptes de l'OMS devra donc être prêt également à effectuer la vérification des comptes du CIRC. Un exemplaire des derniers états financiers vérifiés disponibles du CIRC peut être consulté sur le site Web du CIRC à l'adresse suivante :

http://governance.iarc.fr/GC/GC52/En/Docs/GC52_10.pdf.

5. Centre international de Calcul (CIC)

Le Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé est également tenu de procéder séparément à une vérification des comptes du CIC. Un exemplaire des derniers états financiers vérifiés du CIC est disponible sur demande.

6. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

Le Mémoire d'Accord portant création de l'ONUSIDA précise que l'OMS fournit des services administratifs à l'ONUSIDA. Sur la base de ce principe, le Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé est également tenu de vérifier les comptes de l'ONUSIDA. Un exemplaire des derniers états financiers vérifiés disponibles de l'ONUSIDA sera communiqué sur demande.

7. UNITAID

Conformément au Mémoire d'Accord signé entre l'UNITAID et l'OMS, les activités du secrétariat de l'UNITAID sont administrées conformément à la Constitution de l'UNITAID et aux règles de l'OMS. Par conséquent, le Commissaire aux Comptes de l'Organisation mondiale de la Santé est également tenu de vérifier les comptes de l'UNITAID. En outre, l'UNITAID applique des recommandations supplémentaires internes pour l'analyse financière et il existe des adaptations ou des exceptions autorisées aux procédures et pratiques administratives de l'OMS pour répondre aux besoins spécifiques de l'UNITAID : un exemplaire des derniers états financiers vérifiés ainsi que des recommandations supplémentaires internes pour l'UNITAID peut être consulté sur le site Web de l'UNITAID à l'adresse suivante :

http://www.unitaid.eu/images/NewWeb/documents/Finance/2008-09financialstatements_web_27may10.pdf.

8. Bureau régional des Amériques

L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), dont le siège est à Washington, est également le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour les Amériques. L'OPS nomme son propre commissaire aux comptes, qui peut être celui de l'OMS ou quelqu'un d'autre, auquel cas les deux commissaires aux comptes doivent collaborer étroitement.

9. Bureau des services de contrôle interne (IOS)

L'Organisation mondiale de la Santé a également un Bureau des services de contrôle interne qui compte actuellement un directeur et onze fonctionnaires de la catégorie professionnelle. Les vérificateurs intérieurs sont des fonctionnaires de l'Organisation mondiale de la Santé et le directeur rend directement compte au Directeur général. La principale tâche du Bureau consiste, ainsi que le stipule l'article XII du Règlement financier de l'OMS, à examiner, évaluer et surveiller que les systèmes généraux de contrôle intérieur de l'Organisation sont adéquats et efficaces. Plusieurs autres types d'examens sont effectués. Les vérificateurs intérieurs et le Commissaire aux Comptes sont censés coordonner leurs travaux afin d'éviter les doubles emplois et de garantir l'efficacité de la vérification.

10. Honoraires

Les honoraires versés au Commissaire aux Comptes par l'Organisation mondiale de la Santé se sont élevés tout compris à US \$860 422 pour l'exercice 2008-2009. Il convient de noter que pour cette période, des vérifications certifiées étaient effectuées pour chaque exercice biennal et une vérification non certifiée était publiée dans les états financiers intérimaires. À partir de 2012, il y aura des états financiers annuels conformément aux normes IPSAS et à l'article 13.2 du Règlement financier.

11. Vérifications concernant des projets

Le Commissaire aux Comptes pourrait être prié de procéder à des vérifications concernant certains projets ; des honoraires supplémentaires seraient alors convenus avec le Secrétariat.

12. En résumé, la présente invitation à soumettre des candidatures au poste de Commissaire aux Comptes concerne uniquement l'Organisation mondiale de la Santé, l'APOC, le CIRC, le CIC, l'ONUSIDA et l'UNITAID.

ANNEXE 2

VERSION ORIGINALE : FRANÇAIS

FRANCE

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION

Nous procéderons à des audits financiers (conformément aux normes ISA et Intosai) et à des audits de performance.

L'auditeur externe, M Migaud, formulera une opinion sur chaque état financier et présentera lui-même à l'Assemblée mondiale de la santé le rapport qui comportera des recommandations à suivre pour améliorer les procédures comptables et la gestion financière de l'OMS.

1ère étape : Comprendre l'audité

La bonne connaissance de l'entité auditée constitue le cadre de référence dans lequel nous exerçons notre jugement professionnel de la façon la plus efficiente et la plus efficace. Cela nous permet en effet :

- d'évaluer les risques et les contrôles internes mis en place ;
- de parfaire nos plans d'audit détaillés et notre programme d'activité ;
- de déterminer le niveau de matérialité associé à nos vérifications ;
- d'identifier de façon efficiente la nature et l'origine des justifications disponibles ;
- d'évaluer le caractère approprié des justifications produites à l'appui des comptes ;
- d'évaluer la pertinence des méthodes comptables et de reporting financier ;
- d'évaluer enfin la présentation globale et le caractère réellement informatif (au profit des Etats membres) des états financiers soumis à notre opinion.

Nous accueillons dans cette première étape toutes les sources d'information disponibles sur la stratégie et l'organisation : travaux d'audits antérieurs, documents de référence de l'organisation (institutionnels et opérationnels), travaux des conseils et comités, entretiens avec l'encadrement supérieur et les responsables opérationnels de l'organisation concernée.

2è étape : Evaluer le système de contrôle interne

Les normes d'audit internationales requièrent de l'auditeur qu'il acquière une bonne connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par l'audité. Nous nous attachons, dès le départ, à décrire, tester et évaluer globalement ce système. Le niveau de détail adopté dépend évidemment de l'importance que nous accordons (dans notre méthode d'audit basée sur l'analyse des risques) aux contrôles internes.

Nous attachons autant d'importance à la « culture du contrôle » (attitude générale des agents de l'organisation, vigilance et pro-activité des dirigeants et responsables supérieurs) qu'aux procédures elles-mêmes.

Nous requerrons systématiquement de l'encadrement supérieur une déclaration de responsabilité relative au contrôle interne.

3è étape : Evaluer les risques pour planifier les diligences de contrôle

L'investissement de nos équipes dans une parfaite compréhension des entités elles-mêmes et des systèmes de contrôles internes mis en place nous permet de décrire et d'évaluer les deux premières catégories de risque, qui peuvent affecter les états financiers, respectivement: les risques intrinsèques (*inherent risks*) et les risques de contrôle (*control risks*).

En complément, nous adoptons une approche intégrée et structurée par laquelle nous décrivons et évaluons simultanément les processus clés d'exécution des opérations et, au cœur de ces processus, les contrôles mis en place pour garantir d'une part, l'efficacité des opérations, d'autre part, leur régularité, enfin leur traduction en termes comptables.

Il résulte de cette approche globale une planification des opérations d'audit dans laquelle nous décidons, selon l'efficacité des processus et la robustesse des contrôles, le plus ou moins grand volume des tests de substance à appliquer aux catégories de transactions.

4è étape : Conduire l'audit proprement dit

L'audit financier

Le travail préalable qui nous permet de relier les processus opérationnels aux composantes comptables des états financiers rend plus aisée la conduite de l'audit lui-même. Chaque composante des états financiers est alors traitée selon tout ou partie des sept assertions de base (normes d'audit habituelles) qui s'y appliquent (existence, droits/obligation, réalité, exhaustivité, évaluation, mesure/comptabilisation, présentation).

Un plan d'audit est établi et approuvé par le directeur d'audit. Il constitue la feuille de route des équipes. Il n'est pas communiqué à l'organisation et à ses entités mais sert de support aux réunions de lancement que notre directeur et ses principaux collaborateurs organisent avec les dirigeants et les responsables (finance, audit interne et responsables des processus clés).

L'audit de la performance

La Cour des comptes a développé, dans ses missions d'audit international, une culture spécifique de l'évaluation de la performance. Elle considère que le contrôle des comptes et le contrôle de la performance sont indissociables pour permettre un jugement motivé sur la performance. Notre approche ne se limite pas, en effet, à la révision des états financiers. L'audit de la performance, qui s'appuie sur l'analyse des processus clés de l'audit financier, vise à porter une appréciation sur les activités menées du point de vue de l'efficacité et de l'efficience.

Nous nous engageons à assurer, dans le cadre de nos plans de travail annuels, une actualisation régulière des analyses et des recommandations faites dans nos audits de performance, en vue de fournir à l'Organisation un suivi de l'impact des recommandations adoptées.

Nous nommerons un responsable du contrôle qualité. Ce contrôle de la qualité recouvre les politiques et procédures mises en place par l'auditeur externe visant à garantir que les travaux de vérification offrent un excellent niveau de qualité.

Nos plans d'audit sont confidentiels. La méthode d'élaboration des plans d'audit a exactement été décrite dans ce dossier. Toutefois, nous vous communiquons d'une manière strictement confidentielle un ancien exemple de plan de vérification (joint en annexe, comme demandé au point b) de l'appel à candidatures).

CURRICULUM VITAE¹

VERSION ORIGINALE : FRANÇAIS

I. Présentation du candidat

A. Le candidat au poste d'auditeur externe de l'Organisation mondiale de la Santé

Monsieur Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes, est candidat pour exercer les fonctions de Commissaire aux comptes de l'Organisation mondiale de la Santé pour un premier mandat de quatre ans couvrant la période 2012-2015.

1) Curriculum vitae de Monsieur Didier Migaud

M. Migaud, né le 6 juin 1952, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées de droit public. Il a été membre de l'Assemblée nationale de 1988 à 2010. Rapporteur général de la commission des finances de 1997 à 2002, il a joué un rôle de premier plan dans la réforme budgétaire et comptable de 2001, qui introduit la comptabilité patrimoniale et les normes IPSAS dans les comptes de l'Etat, confie à la Cour des comptes leur certification, et inscrit le budget de l'Etat dans une démarche de performance et d'évaluation. M. Migaud a présidé la commission des finances de l'Assemblée nationale de 2007 à 2010, jusqu'à sa nomination comme Premier président de la Cour des comptes, mandat pour lequel il a prêté serment le 11 mars 2010. Il est inamovible.

Il dirige l'ensemble des juridictions financières (la Cour et les 26 chambres régionales et territoriales des comptes), qui ont compétence sur l'Etat, la sécurité sociale, les entreprises publiques, les collectivités territoriales, et les organismes privés bénéficiant de concours publics ou de dons. Il préside la Cour de discipline budgétaire et financière, qui sanctionne les fautes de gestion, et deux organismes d'expertise et d'évaluation compétents en matière de prélèvements obligatoires et de gestion des services publics. En 2011, il a contribué à définir un dispositif sur les conflits d'intérêts dans la vie publique, au sein d'une commission composée de trois hauts magistrats.

2) Activités nationales et internationales du Premier président de la Cour des comptes

■ Les activités nationales

Le Premier président définit la stratégie de la Cour et arrête le programme annuel d'audit. Il gère le budget des juridictions financières (270 millions de dollars) et l'ensemble de leurs personnels (1 800 personnes).

Il préside les formations collégiales qui décident les publications de la Cour (une trentaine chaque année), et présente ces rapports au public et aux médias : le rapport annuel, comportant l'analyse des suites données aux recommandations antérieures de la Cour ; six rapports et actes de certification concernant le budget de l'Etat et la sécurité sociale ; trois à quatre rapports thématiques ; une quinzaine de communications au Parlement ; trois à quatre rapports sur les organismes faisant appel à la générosité publique. Il adresse une trentaine de lettres d'observations aux ministres, également rendues publiques.

¹ Le texte de la présente section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

La Cour publie de nombreux rapports dans les secteurs d'intervention de l'OMS, par exemple sur le Plan cancer (2008), la politique de lutte contre le VIH/SIDA (2010) ou les instruments de la gestion durable de l'eau (2010).

■ Les activités internationales

M. Migaud exerce actuellement huit mandats d'audit externe d'Organisations internationales. Après celui de l'ONU (de 2001 à 2010), il conserve les mandats de l'UNESCO, de l'OIF (*Organisation internationale de la Francophonie*), de l'OMC, de l'OACI (*Organisation de l'aviation civile internationale*), d'EUMETSAT (*Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques*), de l'OCDE, de l'OTICE (*Commission préparatoire à l'organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires*) et du Conseil de l'Europe. La Cour des comptes a accompagné le passage aux normes IPSAS de plusieurs de ces organisations.

M. Migaud préside le groupe de travail de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) sur l'évaluation de programme. Il est membre des comités de pilotage des trois commissions stratégiques d'INTOSAI (normes professionnelles, renforcement des capacités et échange de connaissances). Il préside le groupe chargé du suivi des normes de transparence et de responsabilité ISSAI 20 et 21, adoptées au Congrès de 2010. Il est membre des groupes de travail d'EUROS AI sur l'audit environnemental et sur l'audit informatique, et co-préside avec l'Espagne le Comité de formation d'EUROS AI.

Il a présidé en 2010 le Comité de contact des chefs des Institutions supérieures de contrôle de l'Union européenne, et participe à la préparation du Comité de 2011.

Il assure le secrétariat général de l'Association des ISC francophones (AISCCUF), membre associé d'INTOSAI, qui joue un rôle actif en matière de renforcement des capacités et d'échanges professionnels.

II. Estimation du temps de travail et des honoraires

A. Estimation du temps de travail

Cette estimation couvre l'audit des états financiers annuels de l'OMS ainsi que des entités non consolidées (APOC, CIRC, CIC, ONUSIDA et UNITAID) et les audits de performance. Nos contrôles s'effectueront au siège de l'OMS et dans les bureaux régionaux.

Après analyse des opérations de l'OMS, des états financiers, des rapports annuels de l'Organisation et sur la base de l'expérience que nous avons acquise auprès des organisations internationales dont nous sommes Commissaire aux comptes, nous estimons que l'audit de l'OMS nécessitera sur place 590 jours d'auditeur, soit 36 mois de travail par an. Une révision éventuelle de cette estimation en cours de cycle d'audit ferait bien entendu l'objet d'un échange préalable avec l'OMS. Notre rapport sera transmis en français et en anglais.

B. Proposition d'honoraires

La Cour des comptes facturerait à l'Organisation mondiale de la Santé **413 393 dollars par an**, sans augmentation au cours de notre mandat, **répartis comme suit** :

| | Montants en dollars des Etats-Unis |
|-----------------------------------|---|
| Organisation mondiale de la Santé | 287 170 |
| Entités non consolidées | 126 223 |
| TOTAL | 413 393 |

Ces honoraires couvrent tous les frais afférents à notre mission et comprennent l'ensemble des émoluments, des frais de voyage, de secrétariat et autres dépenses connexes, ainsi que les indemnités journalières de subsistance des personnels de contrôle. Il est entendu que l'OMS mettra gratuitement à disposition des vérificateurs des bureaux, moyens de communication, photocopieuses et fournitures de bureau ; aussi ces dépenses n'ont-elles pas été prises en compte.

ANNEXE 3

VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

ALLEMAGNE

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION

Nous effectuerons la vérification conformément aux meilleures pratiques en la matière.

Nous planifions, préparons et menons nos activités de vérification et présentons des rapports à leur sujet conformément aux normes internationalement admises. Nous appliquons les normes internationales d'audit (ISA) publiées pour le secteur privé et les normes internationales des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (ISSAI). Pour la certification des états financiers de l'OMS, nous appliquerons la norme ISA 700, qui oblige le vérificateur à se conformer aux règles d'éthique et à organiser et effectuer ses vérifications de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Dans le cadre des normes ISSAI, un chapitre sur l'audit de performance a été ajouté à la norme ISA, qui invite les Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques à mettre davantage l'accent sur les critères d'économie, d'efficience et d'efficacité, au-delà de la simple vérification de la régularité des comptes. Dans tous leurs travaux, nos vérificateurs auront le souci de coopérer avec la direction et les vérificateurs intérieurs de l'OMS. Il s'agit là d'une pratique optimale que nous souhaiterions vivement poursuivre.

Méthodes de vérification

Pour effectuer nos vérifications, nous appliquerons les méthodes suivantes :

Audit financier

L'audit financier vise principalement à vérifier si les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière en fin d'exercice et s'ils ont été établis conformément aux directives et politiques comptables pertinentes, appliquées sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

L'audit financier reposera sur des procédures analytiques, comprenant un examen détaillé des états financiers, un examen du système de contrôle interne de l'OMS et des vérifications par sondage des opérations et des pièces justificatives. Pour l'audit financier, nous utilisons un logiciel d'audit commercial.

Audit de performance

La première étape d'un audit de performance consiste à acquérir une connaissance du sujet qui doit faire l'objet de l'audit en procédant à une analyse des tâches. On identifie les domaines qui ont une incidence financière importante ou présentent un risque élevé pour l'Organisation. D'autres éléments à contrôler peuvent apparaître à la suite des discussions avec les responsables et de la collecte d'informations auprès des services opérationnels et de gestion des programmes.

Les audits de performance couvrent l'ensemble des activités de l'OMS. Nous évaluerons celles-ci au regard des critères d'économie, d'efficacité et d'efficacités. Afin que nos propres vérifications soient aussi efficaces que possible, nous envisagerons de demander l'appui de vérificateurs généraux des comptes de pays en développement si des examens spéciaux sont nécessaires là où les opérations sont menées.

Globalement, le rapport entre l'audit de performance et l'audit financier sera d'environ 60/40. En conséquence, nous proposons une équipe qui possède à la fois des compétences financières et des compétences techniques.

Évaluation des risques dans le cadre de la conduite des audits

Nous évaluerons les points forts et les points faibles des contrôles internes des systèmes financiers de l'OMS afin de déterminer la probabilité d'erreurs significatives. Les résultats de cette évaluation nous aideront à déterminer le niveau des éléments probants nécessaires pour étayer l'opinion du vérificateur, à concentrer nos efforts sur les domaines à haut risque et à améliorer le rapport coût/efficacité des sondages de vérification.

Plan de travail

Comme il a été demandé, nous joignons en annexe au présent document un plan de travail type, que nous avons élaboré pour l'un de nos audits. Nous établirons un plan analogue pour l'OMS après avoir analysé le mandat de l'Organisation et procédé à la nécessaire évaluation des risques.

Normes professionnelles à appliquer pour les audits

Nous procéderons à l'audit de l'OMS conformément aux normes d'audit internationales (ISA), reprises dans les normes ISSAI. Ces normes ont été conçues expressément par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (INTOSAI) pour les organismes des Nations Unies, et le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'Énergie atomique en a approuvé l'application.

Pour les audits financiers, nous appliquons pour le moment les Normes comptables du système des Nations Unies adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies. Toutefois, pour le premier état financier de l'OMS que nous vérifierons (2012), nous appliquerons les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) (dans la mesure où l'OMS aura achevé avec succès son passage à ces normes).

CURRICULUM VITAE¹

Professeur Dieter Engels
Président
Bundesrechnungshof
(Institution supérieure de Contrôle des
Finances publiques d'Allemagne)

Adenauerallee 81
D – 53113 Bonn
Allemagne

Date et lieu de naissance : 7 février 1950, Mechernich (Allemagne)

Situation de famille : marié, deux enfants

| | |
|----------------|---|
| 2002 à ce jour | Président du Bundesrechnungshof (Institution supérieure de Contrôle des Finances publiques d'Allemagne) Président de l'Organisation des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques d'Europe (EUROSAI) (2005-2008) Mandats de vérification extérieure des comptes exercés par le Bundesrechnungshof pendant sa présidence : <ul style="list-style-type: none">– Commissaire aux Comptes de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (depuis 2009)– Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (depuis 2004) |
| 2001 à ce jour | Professeur à l'Institut postuniversitaire allemand des Sciences administratives de Speyer |
| 1996-2002 | Vice-Président du Bundesrechnungshof |
| 1992-1996 | Directeur du bureau administratif du groupe parlementaire d'un parti allemand |
| 1983-1989 | Haut fonctionnaire ; dernier poste occupé : Directeur exécutif au Bureau du Parlement fédéral allemand, exerçant notamment les fonctions de Secrétaire en chef pour la Commission parlementaire chargée des dotations budgétaires |
| 1978-1983 | Attaché de recherche à l'Institut de Droit pénal de l'Université de Bonn |
| 1979 | Diplôme de docteur en droit |
| 1968-1973 | Études de droit à l'Université de Bonn, suivies d'une formation d'avocat stagiaire |

¹ Le texte de la présente section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

Activités internationales

Les **activités nationales du Professeur Engels** recouvrent la totalité des missions de vérification extérieure des comptes dans les ministères et organismes fédéraux, et les relations avec le Parlement. Ses **activités internationales** comprennent des fonctions de vérification et de représentation auprès d'organisations internationales, et des contacts de travail permanents avec les institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'autres pays. Récemment, ses activités ont été particulièrement axées sur la fourniture d'un appui technique à des pays d'Europe centrale et orientale.

En 2005, le Bundesrechnungshof a accueilli à Bonn le Sixième Congrès de l'EUROSAI. Le Professeur Engels a ensuite exercé la fonction de Président de l'EUROSAI pour une durée de trois ans.

Lorsque le Professeur Engels a pris ses fonctions de Vice-Président du Bundesrechnungshof, en 1996, ce dernier exerçait la fonction de **Commissaire aux Comptes de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel**. Ce mandat a pris fin en 2002.

Depuis le 1^{er} juillet 2004, le Bundesrechnungshof exerce la fonction de **Vérificateur extérieur de l'Agence internationale de l'Énergie atomique**. Il a remis son premier rapport en cette qualité le 31 mars 2005.

La Conférence des États Parties de l'**Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques** a nommé le Bundesrechnungshof **Commissaire aux Comptes** de l'Organisation pour un mandat initial de trois ans (2009-2011).

PROPOSITION D'HONORAIRES

Offre financière du Bundesrechnungshof pour la période 2012-2015

Nous offrons à l'OMS (Siège et bureaux régionaux) les services du Bundesrechnungshof pour les exercices 2012-2013 et 2014-2015 sur la base d'une croissance réelle nulle (l'ajustement pour inflation à la fin de 2013 est estimé à seulement 2 %) aux conditions suivantes :

| Nombre de mois de travail Par an | Honoraires pour 2012 (US \$) | Honoraires pour 2013 (US \$) | Honoraires pour 2014 (US \$) | Honoraires pour 2015 (US \$) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 50 | 490 000 | 490 000 | 499 800 | 499 800 |

Le montant des honoraires est calculé sur la base d'un taux de change de US \$1,35 pour 1 euro. La légère augmentation par rapport à l'exercice biennal en cours tient au fait que les normes IPSAS exigent que le vérificateur formule une opinion d'audit annuelle. Il n'y aura pas d'augmentation des honoraires pour la seconde année de chacun des deux exercices biennaux.

En ce qui concerne les opinions d'audit distinctes qui doivent être exprimées pour le Programme de lutte contre l'onchocercose, le CIRC, le CIC, l'ONUSIDA et l'UNITAID, nous calculons qu'il faudra 4 mois par an au total pour procéder à l'audit financier de l'ensemble de ces entités. Nous obtenons ainsi les chiffres suivants :

| Nombre de mois de travail Par an | Honoraires pour 2012 (US \$) | Honoraires pour 2013 (US \$) | Honoraires pour 2014 (US \$) | Honoraires pour 2015 (US \$) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 4 | 49 000 | 49 000 | 49 980 | 49 980 |

Pour l'audit financier et l'audit de performance de l'OMS et de ses bureaux régionaux, et la vérification des comptes des cinq entités non consolidées, le montant estimatif total de nos honoraires, tenant compte de toutes les dépenses qui seraient imputées à l'OMS sur la base du mandat considéré, est le suivant :

| Nombre de mois de travail Par an | Honoraires pour 2012 (US \$) | Honoraires pour 2013 (US \$) | Honoraires pour 2014 (US \$) | Honoraires pour 2015 (US \$) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| 54 | 539 000 | 539 000 | 549 780 | 549 780 |

Nous tenons à préciser que tout le travail effectué au siège du Bundesrechnungshof le sera à titre gracieux. Nous demandons uniquement le recouvrement des frais correspondant aux mois de travail effectif à l'OMS. Il n'est pas tenu compte du travail supplémentaire que requiert la vérification, qui comprend :

- la rédaction des rapports et l'évaluation des réponses
- l'évaluation des documents provenant du site Internet de l'OMS
- la préparation des missions sur le terrain
- l'établissement de plans d'audit, de documents conceptuels
- la participation du Commissaire aux Comptes et de ses collaborateurs à des réunions avec les organes directeurs
- la formation du personnel.

Selon nos calculs, **le travail supplémentaire à effectuer à notre siège représente environ 20 mois de travail.** Le travail de vérification supplémentaire qui serait nécessaire dans le cadre de l'application des normes IPSAS et du Système mondial de gestion de l'OMS n'entraînerait pas de surcoût pour l'OMS.

Comme nous ne pouvions pas établir une estimation fiable du nombre de mois de travail nécessaires pour les entités non consolidées, nous avons calculé que la certification des comptes de ces entités nécessiterait probablement 4 mois de travail sur place. Au cas où cette tâche prendrait plus de temps, le surcoût serait à notre charge.

L'attention particulière que nous portons à la vérification de l'optimisation des ressources suppose des efforts accrus et entraîne une légère augmentation des coûts d'audit, mais l'OMS obtiendra en retour des analyses qui feront apparaître des synergies et lui permettront souvent de réaliser des économies à brève échéance.

ANNEXE 4

VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

GHANA

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION**Démarche, procédures et normes de vérification**

1. Nous appliquerons une approche de la vérification fondée sur les risques, guidée par les objectifs et axée sur le contrôle. Les principaux domaines d'intervention seront les suivants : gestion de la trésorerie ; contrôle budgétaire ; marchés et achats ; voyages ; personnel et états de paie ; exécution des projets ; fonds fiduciaires et comptes spéciaux ; contrôle des biens durables et non durables ; questions de gouvernance.
2. L'audit sera effectué conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) et aux normes comptables communes généralement acceptées, sous réserve d'instructions particulières émanant de l'Assemblée, selon les prescriptions du Règlement financier de l'OMS.
3. Dans le cadre de ma mission d'audit, je présenterai dans mon rapport à l'Assemblée des observations sur des points importants tels que la crédibilité du budget, l'exhaustivité et la transparence, la budgétisation fondée sur les politiques générales, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, la comptabilité, l'enregistrement de l'information et les rapports financiers.
4. Les principes et considérations de base définis dans le cadre de la gestion des finances publiques à l'échelle mondiale seront appliqués aux objectifs, programmes et activités de l'OMS, s'il y a lieu, en même temps qu'il sera tenu compte des décisions et politiques de l'Assemblée de la Santé. Je songe notamment aux questions touchant la crédibilité, l'exhaustivité et la transparence du budget et le risque budgétaire, la prévisibilité et le contrôle de l'exécution du budget, l'enregistrement de l'information financière, la comptabilité et les rapports produits aux fins de la prise de décision et du contrôle de la gestion.
5. Il sera procédé à une étude des relations avec les bureaux régionaux et les bureaux extérieurs ainsi qu'avec les organismes associés, et de la manière dont les activités de ces entités influent sur les buts et objectifs de l'OMS et favorisent leur réalisation, et des commentaires appropriés seront formulés sur leur pertinence. Le choix des activités devant faire l'objet d'une vérification et leur hiérarchisation s'effectueront en fonction des critères suivants : taille du budget ; risque d'audit et complexité des opérations ; sensibilité et matérialité ; et décision des organes directeurs de l'OMS concernant les politiques générales ou les domaines prioritaires.

Planification et préparation

6. Pendant cette phase, nous mènerons des activités destinées à vérifier l'étendue de notre mission, qui nous permettront de confirmer avec précision le contenu de la mission. Il s'agira principalement des activités indiquées ci-après :

7. Nous tiendrons avec le Directeur général une réunion de lancement au cours de laquelle :
- a) nous expliquerons de manière détaillée comment nous comptons effectuer l'audit ;
 - b) nous recueillerons les observations du Directeur général au sujet de toute expérience dont il souhaiterait nous faire part ou de tout domaine important auquel il voudrait que nous prêtions plus particulièrement attention (bien que nous soyons responsables en dernier ressort de la conduite de notre travail) ;
 - c) nous examinerons les protocoles de communication, les tâches à accomplir, les grandes étapes et les délais.
8. Le chef de l'équipe s'entretiendra avec les personnes proposées comme membres de l'équipe des tâches attribuées à chacune et de la manière dont leur rôle s'articule avec les engagements pris à l'égard de l'OMS.
- a) Dans le cadre des étapes préalables à l'audit, nous examinerons les documents pertinents suivants, jugés nécessaires pour la conduite de l'audit :
 - i) le Règlement financier et les Règles de Gestion financière de l'OMS ;
 - ii) le budget approuvé et les états financiers ;
 - iii) les textes des contrats et accords importants, y compris les contrats-programmes ;
 - iv) les organigrammes de l'OMS ;
 - v) les rapports de vérification intérieure pour la période considérée et la période précédente ;
 - vi) toutes directives émanant de la direction et toutes instructions administratives ;
 - vii) les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée de la Santé, du Conseil exécutif et des commissions de gestion ; et
 - viii) les rapports de vérification des exercices antérieurs.

Stratégie et évaluation des risques

9. Pendant cette phase, nous examinerons toutes les informations obtenues pendant la phase précédente et nous considérerons les résultats de notre examen dans le contexte où ils doivent s'inscrire pour déterminer la nature et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la mission. À ce stade, nous nous attacherons à détecter les problèmes importants et à concevoir des programmes de vérification permettant d'agir suffisamment tôt sur les facteurs de risque recensés.

10. Pour cela, nous prévoyons de mener les activités suivantes :
- a) identifier les catégories de transactions significatives et les processus significatifs qui influent sur les comptes significatifs et les sources, et l'élaboration de l'information qui donnera lieu à des informations significatives dans les états financiers ;

- b) effectuer des sondages pour vérifier que notre compréhension des processus significatifs est correcte et qu'il existe des contrôles permettant de corriger les erreurs ; et
- c) acquérir une connaissance des contrôles informatiques généraux et corroborer ces connaissances en procédant à des sondages pour déterminer si ces contrôles ont fonctionné pendant toute la période couverte par la vérification afin de pouvoir nous appuyer sur eux ainsi que sur les éventuelles pièces justificatives électroniques produites.

11. Pour faire en sorte que nos programmes de vérification soient adaptés au plus juste au travail que nous accomplirons pendant la phase d'exécution, nous effectuerons une évaluation préliminaire du risque inhérent, ou risque intrinsèque, et du risque lié au contrôle pour déterminer le risque combiné et résumer l'évaluation du risque pour chaque assertion figurant dans la documentation de l'audit. Il nous paraît important d'indiquer que, dans le cadre de la phase d'exécution, nous mettrons en œuvre des procédures complémentaires lorsque nous élaborerons nos conclusions concernant notre évaluation du risque combiné.

Exécution

12. Pendant cette phase, le principal objectif sera de veiller à la bonne exécution de la mission conformément au mandat défini, lequel prévoit les tâches suivantes :

- a) exprimer une opinion sur les états financiers de l'OMS et de ses entités pour les exercices biennaux se terminant respectivement en 2013 et en 2015 ;
- b) confirmer que les registres comptables, qui servent de base pour l'élaboration des états financiers, sont établis et tenus de telle manière qu'ils reflètent les opérations financières ; et
- c) examiner et évaluer l'adéquation des systèmes de contrôle interne mis en place par le Directeur général.

Contrôles internes et livres comptables

13. Nous mettrons en œuvre des procédures détaillées pour évaluer, à partir du travail effectué pendant la phase d'évaluation des risques, l'efficacité et l'efficience de la conception et du fonctionnement des politiques et procédures de contrôle interne pertinentes. Il s'agit d'évaluer principalement les contrôles relatifs aux éléments suivants :

- a) la gestion et l'information financières ;
- b) la gestion des actifs ;
- c) la gestion de la trésorerie et l'information ;
- d) l'audit interne et la gestion des risques liés aux programmes ;
- e) les fonctions relatives au personnel, telles que les salaires et prestations ;
- f) l'administration générale ; et

- g) les systèmes d'information, dans la mesure où ils ont un lien avec l'un quelconque des domaines susmentionnés.
14. Nous mettrons au point des tests des contrôles pour toutes les assertions pertinentes. Nous nous appuierons également sur des procédures appropriées comme l'observation ou l'inspection et, dans certains cas, la répétition du contrôle, et appliquerons de telles procédures.
15. En plus des procédures précitées, nous examinerons la conformité aux accords pertinents et aux prescriptions du Règlement financier, des Règles de Gestion financière et des autres directives applicables.

Sondage

16. Nous visons à obtenir un niveau de confiance de l'audit d'au moins 95 %, ce qui laisserait subsister une marge d'erreur acceptable de 5 % au maximum. Pour le choix des opérations qui feront l'objet de tests détaillés, nous utiliserons des méthodes d'échantillonnage systématique afin d'avoir l'assurance de couvrir un échantillon des opérations de dépenses qui soit suffisant pour nous permettre de déterminer :
- a) si les chiffres des dépenses et des recettes figurant dans les états financiers ne comportent pas d'erreurs significatives et ont un caractère exhaustif ;
 - b) si les acquisitions de biens, de travaux et de services sont conformes au Règlement financier et aux Règles de Gestion financière de l'OMS ainsi qu'aux autres directives pertinentes en matière de passation des marchés ;
 - c) si tous les documents justificatifs, registres, dossiers et comptes nécessaires ont été tenus correctement ; et
 - d) si tous les contrôles nécessaires ont été effectués dans un délai raisonnable.

CURRICULUM VITAE¹

PROPOSITION DE CANDIDATURE DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DES COMPTES DE LA RÉPUBLIQUE DU GHANA AU POSTE DE COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 ET 2014-2015

Curriculum vitae du Vérificateur général des Comptes du Ghana et exposé détaillé de ses activités nationales et internationales

1. Le Vérificateur général des Comptes du Ghana, M. Richard Quartey Quartey, est né le 22 décembre 1954. Il est entré en 1976 au Service d'audit du Ghana, où il a exercé diverses fonctions et travaillé pour différents départements. En 2006, M. Quartey a été nommé Vérificateur général des Comptes adjoint chargé des finances et de l'administration. Il a également fait fonction de Vérificateur général des Comptes à partir du 4 mai 2009 et a été confirmé dans cette fonction le 2 août 2010.

2. À son entrée au Service d'audit, M. Quartey a d'abord travaillé au Bureau de surveillance de l'endettement, qui est chargé de superviser les opérations commerciales de l'État. Il a étudié à partir de 1978 à l'Institut de formation comptable d'Accra puis a été admis à l'École d'administration de l'Université du Ghana (nom de l'établissement à cette époque) pour y suivre une formation en comptabilité d'une durée de deux ans débouchant sur un diplôme. Il s'est ensuite inscrit à l'Institut des Experts-Comptables du Ghana et a obtenu le titre d'expert-comptable en 1991.

3. Au cours des 35 années qu'il a passées dans la fonction publique, M. Quartey a acquis d'excellentes capacités d'analyse ; il a pris part à l'élaboration des politiques et des plans stratégiques du Service d'audit ainsi qu'aux efforts visant à obtenir l'appui des donateurs pour le Service. Il a participé pendant de nombreuses années à l'animation d'ateliers et de séminaires pour le Service et d'autres institutions publiques sur les tendances nouvelles en matière d'audit. Il a également représenté le Service à la Commission des Normes comptables de l'Institut des Experts-Comptables du Ghana et a fait partie pendant plus de 15 ans du Comité des Rapports du Vérificateur général des Comptes. En outre, M. Quartey a participé à plusieurs conférences et ateliers locaux et internationaux à l'intention des experts-comptables et des vérificateurs des comptes au Ghana, en Turquie, au Sénégal, en Afrique du Sud et aux États-Unis, notamment.

Expérience de la vérification des comptes des Nations Unies

4. De 1987 à 2000, M. Quartey a effectué des missions d'audit au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, dans les bureaux de l'UNICEF, de la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies et du Département des Opérations de Maintien de la Paix de l'ONU. Il a également procédé à la vérification des comptes du bureau du Tribunal pénal international d'Arusha (Tanzanie) en 1998, du HCR en 1987, de l'UNIPAC, au Danemark, en 1989, du PNUE/ONU-Habitat au Kenya de 1991 à 1993 et du Département des Opérations de Maintien de la Paix au Koweït en 2000.

Activités menées par M. Quartey depuis sa nomination au poste de vérificateur général des comptes

5. Depuis sa nomination au poste de vérificateur général des comptes, en août 2010, M. Quartey a assuré l'achèvement de cinq rapports importants qui étaient attendus depuis les années 2004-2007 et les a soumis au Parlement.

¹ Le texte de la présente section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

6. En sa qualité de Vérificateur général des Comptes, M. Quartey dirige le Service d'audit du Ghana, dont les membres l'assistent dans l'exercice de ses fonctions. Il est autorisé à faire appel aux services d'autres experts pour l'aider dans l'accomplissement de sa tâche.

Nomination

7. Le Vérificateur général des Comptes du Ghana est nommé par le Président, agissant en consultation avec le Conseil d'État, organe consultatif constitutionnel auprès du Président, et les dispositions en matière de destitution prévues pour les juges des juridictions supérieures lui sont applicables. Le Vérificateur général des Comptes n'est pas nommé pour une durée déterminée, mais il est mis à la retraite à l'âge de 60 ans. Il peut se voir offrir un contrat pour une durée supplémentaire de cinq ans.

8. En vertu de la Constitution, le Vérificateur général des Comptes est chargé de vérifier les comptes du secteur public dans son ensemble, soit à la fois ceux des organismes de services publics et des organismes commerciaux, y compris ceux de toute entité nouvelle créée au moyen de fonds publics. Son domaine de compétence, très vaste, couvre donc les comptes publics du Ghana et de tous les organismes publics, y compris les tribunaux, l'administration centrale et les collectivités locales, les universités et établissements publics assimilés, et toute entreprise publique ou tout autre organe ou organisme créé par une loi.

9. Les fonctions, compétences et pouvoirs du Bureau du Vérificateur général des Comptes ont été précisés par la loi n° 584 de 2000 sur le Service d'audit, qui dispose entre autres que le Vérificateur général des Comptes doit effectuer toute une série d'audits, notamment des audits financiers et des audits sur la régularité des comptes, sur la performance, l'environnement, les services médico-légaux et les systèmes informatiques.

10. Les activités d'audit du Vérificateur général des Comptes sont régies par le Code de déontologie de l'INTOSAI, les normes internationales des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (normes ISSAI) et les normes émanant de la Fédération internationale des Experts-Comptables (IFAC).

PROPOSITION D'HONORAIRES

Estimation du nombre de mois de travail de vérificateur par an

| Bureaux de l'OMS | Nombre de mois de travail par an pour 2012, 2013, 2014 et 2015 |
|--|---|
| Siège | 7,5 |
| CIC, ONUSIDA, UNITAID, CIRC | 8 |
| Programme de lutte contre l'onchocercose | 2 |
| 20 bureaux de pays | 16 |
| Total | 33,5 |

Honoraires

Conformément à la proposition que nous avons faite pour la vérification des comptes de l'OMS, nos honoraires pour l'exercice biennal 2012-2013 s'élèveront à US \$871 300, soit US \$435 650 par an.

ANNEXE 5

VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

MALAISIE

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION**Démarche de vérification et procédures**

La vérification a essentiellement pour objectifs de promouvoir et renforcer la transparence publique en fournissant des informations et des assurances s'agissant de la relation entre l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les Nations Unies et ses États Membres, moyennant un examen approprié et un compte rendu exact et en temps voulu sur les comptes et la gestion des fonds et des ressources de l'OMS.

La vérification des états financiers comprend la certification des informations financières présentées dans les états financiers de l'OMS, du Programme africain de lutte contre l'onchocercose, du Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC), du Centre international de Calcul (CIC), du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et de l'UNITAID, et l'établissement de rapports. La vérification englobe l'examen des systèmes comptables sur lesquels les états financiers sont fondés et de la validité des opérations financières qui figurent dans les états financiers. La vérification vise principalement à bien comprendre les activités et le système de contrôle interne de l'OMS pour recenser les domaines où il existe un risque potentiel. Les évaluations sont la base de la planification et elles orientent la vérification vers les domaines importants pour les états financiers et ceux où le risque d'erreur significative ou d'inexactitude est le plus grand. Le cas échéant, on aura recours à des systèmes informatiques pour procéder à des tests de conformité afin d'éviter autant que possible les tests de corroboration.

La vérification de la conformité a pour but de s'assurer du respect des dispositions de la Constitution, du Règlement financier et des Règles de Gestion financière de l'OMS, des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) et toute autre législation ou règle écrite concernant la gestion financière de l'organisation dont les comptes sont vérifiés. En outre, la vérification vise à garantir que les fonds ont été utilisés aux fins prévues ou autorisées, de manière efficace et dans un souci d'économie, en évitant tout gaspillage et toute dépense inutile.

En outre, l'approche adoptée par le Service national d'audit tient compte de l'impact des systèmes d'information et du système de contrôle interne qui y est associé, qu'il considère comme des éléments fondamentaux du fonctionnement de l'OMS et la préparation des états financiers. Au cours de la vérification des états financiers, les vérificateurs spécialistes de l'informatique examineront l'environnement et les systèmes informatiques pour vérifier, de façon préliminaire, que des dispositifs de contrôle sont en place, que les systèmes informatiques sont fiables et que les contrôles informatiques sont assez solides pour que les vérificateurs puissent s'y appuyer et obtenir des informations sur les points faibles de la gestion informatique et sur les risques importants dans ce domaine. La vérification des états financiers reposera sur des techniques de vérification informatisée (TVI) pour l'analyse des opérations de l'OMS.

Assurance de la qualité et établissement des rapports

L'assurance de la qualité est un principe consacré par l'*Audit Client Charter*, qui garantit que la vérification sera exécutée de manière professionnelle selon des normes de vérification acceptées sur le plan international.

La communication et la transparence sont des facteurs essentiels pour que la vérification donne de bons résultats. Le Service national de vérification souhaite communiquer ouvertement avec l'OMS à tous les stades de la vérification. Afin que la vérification soit plus efficace, il coordonnera ses activités avec le Bureau de la Vérification intérieure des Comptes et de la Surveillance (IAO). Le Service national de vérification envisage d'informer la Commission de Vérification des Comptes des vérifications en cours et proposées et de faire participer les commissions à la vérification.

Au cours de la vérification, l'OMS recevra des rapports de situation présentant en détail les résultats des vérifications entreprises, qui faciliteront la communication entre le Service national de vérification et l'Organisation. Des observations seront formulées une fois la vérification terminée. Une conférence finale sera organisée pour que l'OMS puisse faire des observations et apporter des réponses. Des lettres seront adressées aux différents Directeurs exécutifs et Directeurs régionaux et ceux-ci répondront officiellement aux recommandations du Service national de vérification. Tout est fait pour favoriser la coopération mais pas au prix de l'indépendance de la vérification : dans son rapport, le Commissaire aux Comptes exprime une opinion indépendante. Conformément à l'article 14.8 du Règlement financier, un rapport sur la vérification des états financiers et de la gestion financière de l'OMS sera établi.

CURRICULUM VITAE¹

Vérificateur général des Comptes de la Malaisie

Tan Sri Dato' Setia Ambrin bin Buang a rejoint la fonction publique en 1971 après avoir achevé ses études d'économie à l'Université de Malaya. En 1981, il a obtenu un master d'affaires internationales de l'Université de Caroline-du-Sud (États-Unis d'Amérique). Il a commencé sa carrière dans la fonction publique comme Sous-Secrétaire au Ministère du Commerce et de l'Industrie, de 1971 à 1979. Après avoir quitté le Ministère en 1979 pour poursuivre ses études, il a été nommé Vice-Directeur de la Division de l'Industrie. Après l'obtention de son master, il a été nommé Vice-Directeur de la Division des petites Industries.

Tan Sri Dato' Setia Ambrin bin Buang a été nommé Vérificateur général des Comptes de la Malaisie le 22 février 2006 à la suite de son départ à la retraite après 35 ans de service dans la fonction publique malaisienne. Avant sa nomination à ce poste, il était, depuis octobre 2001, Secrétaire général au Ministère malaisien de l'Éducation. En outre, il a travaillé au Ministère du Commerce et de l'Industrie de 1971 à 1982 et a été nommé Vice-Directeur de la Division des petites Industries en 1981. Il a aussi siégé au Conseil de l'Industrie malaisienne du Bois de 1982 à 1987 et travaillé à l'Institut national d'Administration publique de juillet 1987 à 1991.

Tan Sri Dato' Setia Ambrin bin Buang a également été responsable des affaires économiques et Vice-Chef de la Mission malaisienne à Tokyo (Japon) de 1992 à mars 1995. Il a été Directeur général de l'Aéroport international Berhad de Kuala Lumpur d'avril 1995 à février 1999 et Secrétaire d'État dans le Gouvernement de l'État de Selangor de mars 1999 à septembre 2001.

En raison des services qu'il a rendus, le Gouvernement fédéral l'a honoré de plusieurs distinctions et décorations, dont le Panglima Setia Mahkota (PSM), qui confère le titre de TAN SRI, en 2005, et le Kesatria Mangku Negara (KMN), en 1990. Le Gouvernement de l'État de Selangor lui a remis le Darjah Paduka Mahkota Selangor (DPMS), qui confère le titre de DATO', en 2000, puis, le 11 décembre 2005, il a reçu la décoration de Son Altesse royale le Sultan de Selangor Darjah Dato' Setia Sultan Sharafuddin Idris Shah (SSIS), qui confère le titre de DATO' SETIA.

Il a déjà entamé sa sixième année au poste de vérificateur général des comptes. Il y a apporté des innovations, dont l'adoption d'une notation par étoiles pour mesurer la qualité de la gestion financière d'un ministère, d'un département ou d'un organisme, et il a proposé la création d'une académie nationale d'audit dans le cadre du programme de coopération technique de la Malaisie. Il souhaite que le Service national de vérification devienne un acteur mondial dans le domaine de la vérification des comptes du secteur public, par le biais du partage de connaissances et d'expériences. Il est très actif aux niveaux local et international : il participe à des conférences, des séminaires, des ateliers et des réunions.

¹ Le texte figurant dans cette section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

PROPOSITION D'HONORAIRES

Budget

Estimation du temps nécessaire

On trouvera dans le tableau ci-après le nombre de jours-vérificateur et de mois-vérificateur nécessaires par type de vérification à mener pour les états financiers de l'OMS (Siège, bureaux régionaux et bureaux de pays) au cours des exercices 2012-2013 et 2014-2015 :

| Types de vérification | Nombre de jours-vérificateur | Nombre de mois-vérificateur |
|--|------------------------------|-----------------------------|
| Vérification intérimaire – évaluation des contrôles internes | 792 | 36 |
| Vérification finale | 396 | 18 |
| Audit de performance | 528 | 24 |
| Finalisation et établissement des rapports | 308 | 14 |
| Total | 2 024 | 92 |

On trouvera dans le tableau ci-après le nombre proposé de mois de travail consacrés à la vérification :

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ÉTAT FINANCIER POUR LES EXERCICES 2012-2013 ET 2014-2015

| TYPES DE VÉRIFICATION | ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ | | ENTITÉS NON CONSOLIDÉES (APOC, CIRC, CIC, ONUSIDA ET UNITAID) | |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|---|------------------------------------|
| | À L'OMS (mois de travail) | SERVICES D'APPUI (mois de travail) | BUREAUX RÉGIONAUX (mois de travail) | SERVICES D'APPUI (mois de travail) |
| Vérification intérimaire – évaluation des contrôles internes | 10 | 8 | 14 | 4 |
| Vérification finale | 12 | - | 6 | - |
| Audit de performance | 20 | 4 | - | - |
| Finalisation et établissement des rapports | 2 | 8 | 1 | 3 |

Notes :

- Audit de performance : i) 2 études sur les programmes/activités
ii) 2 études sur l'informatique

Actuellement, les comptes nationaux ne sont pas établis conformément aux normes IPSAS mais selon les *Generally Accepted Accounting Principles*, qui comportent des normes relatives aux rapports financiers.

PROPOSITION D'HONORAIRES

D'après une évaluation du niveau d'activité de l'OMS au Siège – ONUSIDA et CIRC compris – et dans ses bureaux régionaux et de pays, les honoraires proposés pour la vérification s'élèvent à US \$950 000 pour l'exercice 2012-2013 et à US \$997 500 pour l'exercice 2014-2015. Ces sommes incluent tous les frais de voyage et de subsistance ainsi que les frais annexes. Les frais correspondant à l'utilisation de bureaux, aux télécommunications et aux photocopies ne sont pas compris et seront à la charge de l'OMS. Une augmentation de 5 % est proposée pour tenir compte du taux annuel d'inflation. Nous proposons d'envoyer à l'OMS une demande de paiement tous les trois mois. Le Service national de vérification communiquera à l'OMS toute situation imprévue qui appelle une vérification supplémentaire et un budget additionnel.

ANNEXE 6

VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

PHILIPPINES

RÉSUMÉ DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION

Démarche, procédures et normes de vérification

Vérification annuelle des états financiers de l'OMS

Normes régissant notre travail de vérification

Dans l'intérêt public et pour valoriser l'expertise comptable dans le monde, nous nous conformons à des normes professionnelles de qualité. Nous conduisons nos vérifications (audits détaillés – financiers, de conformité et d'optimisation des ressources) conformément : a) aux normes internationales d'audit (ISA) ; b) aux normes d'audit publiées par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (INTOSAI) ; et c) aux autres normes pouvant s'appliquer à la vérification des comptes de l'OMS, ainsi qu'à d'autres outils de référence et aux meilleures pratiques relatives aux audits d'optimisation des ressources.

Démarche de vérification fondée sur les risques

Nous appliquerons pour notre mission d'audit **la démarche de vérification fondée sur les risques**.

Le cadre d'application de cette démarche comprend les principales tâches liées à chacune des grandes étapes ci-après :

1. *Comprendre les opérations pour recenser et hiérarchiser les risques*

Nous nous familiariserons avec l'activité de l'OMS en examinant sa stratégie, ses opérations, ses résultats et son système d'information afin de recenser les principaux risques liés à l'information et au traitement de l'information qui affectent la vérification des états financiers, ainsi que les risques de gestion liés à l'utilisation économique, efficiente et efficace des ressources de l'OMS, de déterminer leur origine et de les hiérarchiser.

2. *Évaluer les stratégies de gestion des risques et les dispositifs de contrôle de l'OMS*

Nous évaluerons les moyens mis en place par la direction de l'OMS pour maîtriser les risques les plus significatifs et les plus probables liés à l'information et au traitement de l'information. Nous recenserons les moyens de contrôle des risques, évaluerons la conception du contrôle et recommanderons au besoin des mesures pour l'améliorer, et nous testerons l'efficacité des moyens de contrôle et recommanderons au besoin des mesures pour les améliorer. L'évaluation des dispositifs de contrôle des risques mis en place par l'OMS servira à déterminer dans quelle mesure ils sont fiables et nous aidera à mieux comprendre comment les améliorer. Nous aurons ainsi une idée plus exacte de la fiabilité des processus mis en œuvre pour obtenir les résultats présentés dans les états financiers.

3. *Gérer les risques d'audit résiduels pour les ramener à un niveau acceptable*

Nous déterminerons si les processus de contrôle des risques de l'OMS permettent effectivement de ramener les risques recensés à un niveau acceptable ou si, au contraire, ces processus présentent des insuffisances qui entraînent des risques d'audit résiduels. Nous évaluerons les analyses de l'OMS et les mesures prises par l'Organisation pour remédier aux risques recensés, et nous nous emploierons à réduire ces risques, notamment, en effectuant des tests sur les opérations financières ou les analyses comptables de l'OMS, et sur la reconstitution de l'activité comptable et des soldes, et nous recommanderons des mesures propres à améliorer les systèmes d'information et de traitement de l'information de l'Organisation. Dans le cadre des tests des contrôles, nous évaluerons les contrôles généraux et les contrôles des applications dans un environnement informatisé.

4. *Communiquer les résultats de l'audit et mesurer le degré de satisfaction*

Nous établirons et publierons le rapport du Commissaire aux Comptes (lettre de recommandations pour les vérifications intermédiaires et rapport complet en fin d'exercice) présentant en détail les résultats de notre audit. Le rapport fera également le point de la situation en ce qui concerne l'application des recommandations issues des vérifications antérieures et leur incidence sur les objectifs de l'OMS, dans le cadre du volet suivi, et évaluation de la phase de communication des résultats.

Normes comptables internationales du service public

Notre démarche de vérification nous permettra d'accompagner le passage de l'OMS aux Normes comptables internationales du service public (IPSAS), qui débutera en 2012. Nous suivrons de près l'application de ces normes dans le processus d'information financière pour assurer la transparence et la pertinence des états financiers établis conformément à ces nouvelles normes.

Assurance qualité

Nous veillerons à concevoir et à mettre en œuvre un dispositif de contrôle qualité pour nos activités d'audit et à en assurer le bon fonctionnement. Nous effectuerons un examen de contrôle qualité pour chaque visite de vérification, conformément à la norme ISA 220 (Contrôle qualité d'un audit d'états financiers), adoptée et reprise par l'INTOSAI en tant que norme ISSAI 1220. Il ne sera pas publié de rapport du Commissaire aux Comptes tant que l'examen de contrôle qualité de la mission d'audit ne sera pas terminé.

Nous utiliserons dans le cadre de notre méthodologie de vérification des comptes de l'OMS la liste récapitulative pour l'assurance qualité que le Comité des Commissaires aux Comptes de l'ONU a adoptée et que nous avons reprise pour la vérification des comptes d'organisations internationales.

Nos plans et programmes d'audit seront présentés, pour examen, à un groupe de travail technique et à un comité d'audit composé de hauts responsables de la Commission de Vérification des Comptes des Philippines. Le Directeur de l'audit examinera les notes d'observation sur la vérification et, de son côté, le groupe de travail technique surveillera de près l'exécution de la mission d'audit. Les lettres de recommandations seront examinées par le Directeur de l'audit et par le groupe de travail technique puis présentées au Comité d'audit avant d'être communiquées au client de l'audit.

CURRICULUM VITAE¹

Curriculum vitae et exposé détaillé des activités nationales et internationales

Curriculum vitae

REYNALDO A. VILLAR
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES COMPTES
République des Philippines

DONNÉES PERSONNELLES

Date de naissance : 24 septembre 1941

Pays de naissance : Philippines

PROFESSION

Juriste

FORMATION

| | |
|------|--|
| 1967 | Licence de droit Ateneo de Manila University |
| 1963 | Licence de lettres (sciences politiques) Ateneo de Manila University |

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

A. Expérience nationale

Gouvernement de la République des Philippines

| | |
|----------------|--|
| 2008 à ce jour | Président Commission de Vérification des Comptes Membre Groupe multisectoriel de lutte contre la corruption Bureau du Médiateur Membre Groupe des questions d'intégrité constitutionnelle |
| 2004-2008 | Membre Commission de Vérification des Comptes |

¹ Le texte de la présente section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

| | |
|-----------|--|
| 1995-2004 | Chargé de liaison avec le Parlement¹ Commission de Vérification des Comptes |
| 1989-1995 | Administrateur chargé de la gestion des ressources humaines V Commission de Vérification des Comptes |
| 1988-1989 | Administrateur II Commission de Vérification des Comptes |
| 1980-1986 | Membre du Conseil , Province de Pangasinan |
| 1971 | Délégué/floor leader Convention constitutionnelle des Philippines |
| 1968 | Assistant juridique auprès du Gouverneur provincial Province de Pangasinan |

Secteur privé

| | |
|---------------------------|---|
| 1982 | Professeur (Faculté de droit) Ateneo de Manila University |
| 1968-1971 et 1973-1980 | Juriste |

B. Expérience internationale

| | |
|----------------|---|
| 2008 à ce jour | Commissaire aux Comptes Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Membre Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'Énergie atomique Membre Organisation asiatique des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (ASOSAI) Membre Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (INTOSAI) |
| 2008 | Membre Comité des Commissaires aux Comptes de l'Organisation des Nations Unies (UNBOA) |

AFFILIATION PROFESSIONNELLE

Integrated Bar of the Philippines (IBP)

¹ Avec le rang de membre adjoint de la Commission.

PRINCIPALES ACTIVITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES

En sa qualité de Président en exercice de la Commission de Vérification des Comptes, M. Reynaldo A. Villar dirige et oriente l'activité générale de l'organisation, qui continue de faire autorité en matière comptable et de vérification des comptes. Dans l'exercice de ses fonctions, M. Villar est secondé par M. Juanito G. Espino Jr., expert-comptable, membre de la Commission de Vérification des Comptes, qui participe activement à des missions internationales de vérification des comptes, notamment, en qualité de Président du Comité d'audit.

Activités nationales

Audits réguliers

- Audits financiers et de conformité annuels, et audits d'optimisation des ressources dans des organismes nationaux et locaux et des entreprises publiques sur l'ensemble du territoire.
- En ce qui concerne l'affectation des 6680 vérificateurs, la répartition du temps de travail et des ressources entre les deux types d'audit est la suivante :

| Types d'audit | Nombre de mois-homme | Pourcentage |
|------------------------------------|----------------------|-------------|
| Audits financiers et de conformité | 34 736 | 60-70 |
| Optimisation des ressources | 18 704 | 30-40 |
| Total | 53 440 | 100 |

Audits spéciaux

- Audits d'optimisation des ressources ou audits de performance réalisés à l'échelle de l'ensemble des services publics ou d'un secteur par le Bureau des audits spéciaux, qui consacre 90 % de ses ressources à ces audits et à d'autres audits spéciaux (taux, franchise, fiscalité et subventions, par exemple).
- Audits de fraude réalisés à la suite de plaintes ou à la demande de parties prenantes par le Bureau des audits de fraude et des enquêtes pour fraude, qui y consacre 70 % de ses ressources.

Rapports d'audit

La Commission de Vérification des Comptes publie chaque année 13 435 rapports d'audit.

| Secteur | Nombre de rapports | Destinataires des rapports |
|--|--------------------|--|
| Administration publique nationale ¹ | 337 | Chefs des organismes publics nationaux |
| Entreprises publiques | 125 | Chefs des entreprises/conseils d'administration |
| Administrations publiques locales | 1 788 | Chefs des administrations publiques locales – provinces, villes, municipalités |
| | 11 099 | <i>Punong Barangays</i> |
| Services spéciaux (SAO) | 27 | Chefs des organismes d'exécution |
| Services juridiques (FAIO) | 59 | Chefs des organismes |
| Total | 13 435 | |

Activités internationales

- Vérification extérieure des comptes de la FAO (2008-2012).
- Vérification extérieure des comptes de l'Organisation et des fonds et programmes des Nations Unies (Comité des Commissaires aux comptes de l'ONU, 1984-1993 et 1999-2008).
- Vérification extérieure des comptes de projets soutenus par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).²
- Participation à des sessions/réunions/conférences : a) Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'Énergie atomique ; b) INTOSAI ; et c) ASOSAI.
- Mise à disposition d'experts et contributions/observations/informations concernant des audits de l'environnement ; l'assurance qualité pour des audits financiers et de performance ; des audits de privatisation ; des audits de systèmes informatiques, et d'autres sujets connexes, par des visites d'étude, des tournées d'observation, des ateliers, le partage des connaissances et des échanges de vues sur les meilleures pratiques dans le cadre des programmes et activités de l'INTOSAI et l'ASOSAI.

¹ Le secteur de l'administration publique nationale publie aussi chaque année quelque 2375 lettres de recommandations.

² La Commission de Vérification des Comptes a exécuté ces audits à la demande des bureaux de pays respectifs de ces entités aux Philippines – à ce jour, pour 16 années, 3 années et une année, respectivement. Elle en a retiré une importante expérience en matière d'audit.

PROPOSITION D'HONORAIRES

Proposition d'honoraires pour la période 2012-2015

Sur la base de notre évaluation des besoins de l'OMS, nous proposons des honoraires de US \$449 000 et de US \$454 000 par an pour les exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015, respectivement. Ces montants se décomposent comme suit :

| Poste | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Indemnité journalière de subsistance | 347 000 | 347 000 | 347 000 | 347 000 |
| Déplacements et frais connexes | 82 000 | 82 000 | 86 000 | 86 000 |
| Autres frais | 20 000 | 20 000 | 21 000 | 21 000 |
| Total | 449 000 | 449 000 | 454 000 | 454 000 |

Les honoraires indiqués comprennent principalement les indemnités journalières de subsistance, les frais de déplacement, les séances d'information/séminaires destinés à faire le point concernant l'audit, la participation aux réunions, d'autres dépenses connexes et les faux frais. Ils ne comprennent pas les rémunérations des auditeurs puisque ceux-ci font partie du personnel permanent de la Commission de Vérification des Comptes des Philippines.

La légère augmentation des honoraires pour 2014 et 2015 est due à une hausse de 5 % du montant estimatif des frais de déplacement et des autres dépenses par rapport à la période 2012-2013.

ANNEXE 7

VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

ESPAGNE

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DE VÉRIFICATION

Méthodologie, normes de vérification et procédures

Méthodologie

La vérification couvrira les différentes étapes de la planification et de la programmation, l'évaluation du contrôle interne, l'analyse des risques, la réalisation de vérifications essentielles, la supervision et l'établissement de rapports.

Notre méthode sera conforme au Règlement financier et à d'autres directives et mandats, et visera à assurer :

- que le système d'enregistrement et de traitement des opérations fournit une base adéquate pour l'établissement des états financiers et la gestion efficace des actifs et des intérêts ;
- qu'il existe des dispositifs adéquats de gouvernance institutionnelle reflétant les trois principes fondamentaux d'ouverture, d'intégrité et de transparence ;
- que les systèmes de contrôle interne permettent de prévenir ou de détecter les anomalies significatives, les erreurs, les fraudes ou la corruption ;
- que les opérations ont été traitées et enregistrées conformément aux obligations statutaires et administratives ;
- que les états financiers sont présentés de manière juste et conformément aux politiques comptables ;
- que l'administration a pris les dispositions voulues pour utiliser ses ressources de manière rentable ;
- que l'administration a dûment tenu compte de toutes les questions juridiques et a pris les mesures voulues.

Planification, analyse des risques et évaluation du contrôle interne

L'élaboration du plan de vérification doit débiter par la définition du cadre de la vérification, une analyse des risques et l'obtention d'un grand nombre d'informations sur les contrôles et les processus de gouvernance. Ce plan doit être souple afin de permettre de nouvelles évaluations des risques en fonction des résultats de la vérification. Nous tiendrons compte des risques financiers, juridiques et de gestion, ainsi que d'autres risques si nécessaire. Il y a plusieurs facteurs de risque, dont la complexité des opérations ou de leur réglementation, la qualité du contrôle interne, la transparence de la gestion, les modifications importantes des procédures administratives, une croissance rapide, le risque de perte financière, les risques technologiques, etc. Nous nous baserons d'abord sur les conclusions de notre

prédécesseur et sur les informations fournies par l'unité de vérification intérieure des comptes et par la direction.

Lors de notre examen, nous tenons pleinement compte du cadre de contrôle interne. Le contrôle interne est un processus, mis en œuvre par l'administration et d'autres membres du personnel, destiné à fournir des assurances raisonnables concernant l'atteinte d'objectifs dans les domaines de l'efficacité et l'efficience des opérations, la fiabilité des rapports financiers et le respect des lois et règlements applicables. Les différents éléments du système de contrôle interne (cadre de contrôle, évaluation des risques, activités de contrôle et activités de communication et de suivi) seront évalués.

Pour que le processus soit efficace, il faut tenir compte de l'importance relative (annexe I, Règles de Gestion financière, paragraphe 10), ce qui suppose d'examiner la taille relative, la complexité et d'autres aspects des opérations ou des groupes d'opérations.

La planification doit englober la hiérarchisation des domaines de vérification en fonction des risques (domaines généraux et domaines ou projets spécifiques signalés par l'Assemblée de la Santé, le cas échéant, conformément à l'article 14.5 du Règlement financier) et la détermination de la portée et de la nature de la vérification au Siège de l'OMS, dans les bureaux régionaux et au Programme de lutte contre l'onchocercose, au CIRC, au CIC, à l'UNITAID et à l'ONUSIDA.

À l'issue de la planification, le memorandum du plan de vérification présentera la démarche suivie et définira les domaines à vérifier et la répartition des équipes, établira les tâches de vérification et de supervision et fixera le calendrier des différentes activités. Chaque domaine à vérifier aura été attribué à un membre de l'équipe et fera l'objet d'un programme de vérification contenant une liste détaillée des examens à effectuer et de leur portée. Le programme de vérification précisera : le domaine à vérifier, les objectifs précis à atteindre, les vérifications détaillées à effectuer, le partage des responsabilités entre les différents membres de l'équipe et le calendrier.

Principales activités de vérification

La vérification comprendra la *réalisation des tests* définis dans le programme, la supervision et l'obtention des résultats qui seront pris en compte pour l'élaboration des rapports.

Au cours de la vérification, un niveau suffisant de direction et de supervision sera assuré pour garantir la cohérence entre les objectifs, le programme et les vérifications effectuées. La supervision englobe la coordination entre les domaines à vérifier, les instructions données aux membres de l'équipe, la résolution des divergences de point de vue et l'évaluation du travail effectué. Pendant la vérification, nous nous efforcerons de communiquer constamment avec l'administration de l'entité vérifiée. En outre, nous sommes tenus au secret professionnel et nous garantissons la conservation des documents.

Rapports

Les résultats de la vérification seront communiqués dans un rapport qui contiendra peut-être aussi des recommandations en vue d'améliorer les systèmes d'information, la transparence, la gestion, etc. Le rapport final sera publié après de larges discussions avec la direction.

Normes et procédures de vérification

La vérification sera effectuée conformément aux normes de contrôle de l'INTOSAI (ISSAI), aux normes communes de vérification et aux directives en matière de vérification des comptes publiées par

le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et aux normes d'audit de l'IFAC. La Cour des Comptes a élaboré ses propres normes de contrôle, suivant les principes consacrés dans les normes de contrôle de l'INTOSAI.

Points importants :

- Les tâches préliminaires et l'évaluation du contrôle interne sont importantes pour élaborer le plan et les programmes de vérification.
- Les domaines à vérifier ainsi que la nature et la portée des vérifications seront déterminés à partir d'évaluations fondées sur les risques.
- Une supervision permanente sera assurée pendant toute la vérification pour garantir la cohérence entre les vérifications programmées et les objectifs fixés, ainsi que la coordination entre les différents domaines.
- Il y aura un appui documentaire, en lien avec le programme.
- La communication avec l'entité vérifiée sera constante.
- La qualité de la vérification sera évaluée avec rigueur.

Le personnel de la Cour des Comptes espagnole effectuera la vérification conformément aux principes d'impartialité et d'objectivité, de compétence professionnelle et de diligence, dans le respect du secret professionnel.

Les données seront collectées suivant diverses procédures. L'équipe recueillera et analysera les informations selon des techniques d'échantillonnage et :

- en organisant des réunions avec le personnel chargé de la vérification intérieure des comptes ;
- en analysant des ratios, des tendances, etc. ;
- en interrogeant le personnel responsable et en lui soumettant des questionnaires ;
- en analysant les rapports de vérification précédents ;
- en menant une inspection sur le terrain ;
- en vérifiant des pièces comptables ;
- en examinant des documents.

CURRICULUM VITAE¹

CURRICULUM VITAE DE M. MANUEL NÚÑEZ PÉREZ

PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES ESPAGNOLE **(TRIBUNAL DE CUENTAS)**

I. INFORMATIONS PERSONNELLES

M. Núñez est né à Órbigo (province de León, Espagne) le 28 octobre 1933.

II. FORMATION ET CONCOURS

- Avocat au Barreau de Madrid et fonctionnaire de l'État.
- Diplômé en droit de l'Université d'Oviedo (Espagne).

III. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1. À la Cour des Comptes espagnole

- Élu membre de la Cour des Comptes espagnole par le Parlement le 30 octobre 2001. Le 12 novembre 2001, M. Núñez a été désigné, par la Cour des Comptes en séance plénière, Président de la Section de Vérification de la Cour et Chef du Département de Vérification pour les Communautés et les Villes autonomes.
- Élu Président par la Cour des Comptes en séance plénière le 12 novembre 2007 ; nommé, en vertu du Décret royal 1539/2007 du 23 novembre 2007, par S. M. le Roi d'Espagne.
- En qualité de Président de la Cour des Comptes espagnole, M. Núñez est également Secrétaire général de l'Organisation des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques d'Europe (EUROSAI). À ce titre, il participe activement à des rencontres et des réunions internationales sur la vérification des comptes. Il s'emploie à faciliter les contacts et la communication entre les membres de l'EUROSAI et soutient l'organisation des réunions du Congrès et du Comité directeur de cette entité.
- M. Núñez participe régulièrement aux congrès et aux activités de l'Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (INTOSAI) et à plusieurs de ses commissions, sous-commissions et groupes de travail dont la Cour des Comptes espagnole est membre.
- M. Núñez participe aux assemblées de l'Organisation des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes (OLACEFS), dont la Cour des Comptes espagnole est adhérente.

¹ Le texte de cette section est reproduit tel qu'il a été présenté par le candidat.

- M. Núñez collabore constamment avec plusieurs institutions supérieures de contrôle des finances publiques en vertu d'accords internationaux signés en vue d'échanger des connaissances, des compétences et des informations et de lancer des initiatives communes dans le domaine de la vérification des financements publics. Il soutient également certaines institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans le cadre de projets d'assistance technique pour le renforcement des capacités.
- M. Núñez est membre du Comité de Contact des Présidents des Institutions supérieures de contrôle des États Membres de l'Union européenne, qui permet des échanges concernant la vérification des financements de l'Union européenne et la promotion de la collaboration dans le cadre de l'Union, notamment pour la mise au point d'activités communes de vérification.
- M. Núñez a dirigé la vérification extérieure des comptes de plusieurs organisations et programmes internationaux et a permis le jumelage de projets et d'assistance technique avec la Cour des Comptes espagnole.
- M. Núñez a publié plusieurs ouvrages sur la vérification des comptes.

2. Dans l'administration de l'État et au Gouvernement

M. Núñez a notamment occupé les postes suivants :

- Directeur du Service des Publications du Ministère de l'Éducation et de la Culture (1976)
- Secrétaire d'État à l'Emploi et aux Relations de travail (1980)
- Ministre de la Santé et de la Consommation (1981-1982)

3. Au Parlement

- M. Núñez a été député pendant plusieurs législatures.
- En tant que député, il a participé à plusieurs commissions en qualité de Président, de Secrétaire ou de porte-parole : Règlement, Budget, Infrastructures, Administrations publiques, Justice, Intérieur, Éducation et Science, et Politique sociale et Emploi.
- M. Núñez a été orateur et porte-parole lors de l'adoption de plusieurs lois organiques ou ordinaires.

IV. DISTINCTIONS ET DÉCORATIONS

- Docteur *honoris causa* de l'Université San Antonio de Cuzco (Pérou)
- M. Núñez a reçu plusieurs décorations, dont :
 - la Grand-Croix de Charles III
 - l'Ordre du Mérite constitutionnel.

ACTIVITÉS NATIONALES DE LA COUR DES COMPTES ESPAGNOLE

La Cour des Comptes espagnole (Tribunal de Cuentas) est définie par la Constitution espagnole comme étant l'organe suprême chargé de contrôler les comptes du secteur public. Elle mène ses activités de façon indépendante (indépendance en ce qui concerne sa mission, ses membres, son personnel et son budget) et impartiale. Elle exerce deux fonctions :

- Vérification des comptes : elle effectue des audits externes/permanents/a posteriori pour l'ensemble du secteur public (État, administrations régionales et locales ; sécurité sociale, entités/entreprises publiques).

Les activités d'audit visent à contrôler la légalité, la conformité, la régularité, la rationalité économique, l'efficacité et l'efficacité de la gestion des affaires publiques. Les différentes phases du travail d'audit sont les suivantes : programmation/planification/travail de terrain/constatations/soumission des résultats à l'entité faisant l'objet de la vérification, pour observations/établissement de rapports, toutes ces activités étant menées conformément aux normes/principes internationaux en matière d'audit (ISSAI/IPSAS, etc.).

Tous les rapports/produits des activités de vérification (rapport annuel/acte final de certification des comptes généraux de l'État/rapports spéciaux/motions proposant des mesures visant à améliorer la gestion) sont présentés au Parlement. Les rapports d'audit comportent, lorsqu'il y a lieu, des recommandations concernant les bonnes pratiques et les modifications qui pourraient être apportées à la législation.

- Fonction juridictionnelle : la Cour des Comptes est compétente pour connaître des réclamations en responsabilité comptable (en première instance et en appel), et tenter de recouvrer les fonds qui ont été mal gérés.

ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE LA COUR DES COMPTES

AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)

La Cour des Comptes espagnole :

- apporte son concours à la Cour des Comptes européenne (CCE) pour la vérification des comptes des fonds de l'UE gérés par l'Espagne (elle assure la liaison avec les entités faisant l'objet de la vérification/fait office d'observateur pour les audits de la CCE et met des experts à disposition) ;
- assure la fonction de membre du Comité de contact des Chefs des Institutions supérieures de Contrôle des Finances publiques (ISC) de l'UE (assemblée permettant aux membres de coopérer, de définir des positions communes et de mettre en place des activités conjointes) ; désigne un agent de liaison (pour les contacts techniques permanents) ; participe à des groupes de travail (fonds structurels/audit de la TVA/rapports des fonds de l'UE/normes d'audit de l'UE) et à des réseaux d'experts (Stratégie de Lisbonne/Stratégie Europe 2020 ; politique fiscale) ;
- participe à des audits effectués en coordination avec d'autres ISC de l'UE ;

- coopère avec les pays candidats (phare) et avec les pays avec lesquels l'UE a conclu des accords préférentiels (TACIS) : projets de jumelage (Slovénie/Bulgarie/Roumanie/Turquie/Maroc), assistance technique (Bulgarie/Lituanie/Pologne/République slovaque, etc.).

AU SEIN DES ORGANISATIONS DES ISC

INTOSAI (Organisation internationale des ISC)

La Cour des Comptes espagnole :

- est membre de l'INTOSAI depuis sa création (1953)
- est membre de plusieurs commissions/sous-commissions/groupes de travail/équipes spécialisées de l'INTOSAI (Sous-Commission de l'Audit financier ; Commission des Normes de Contrôle interne ; Commission des Normes professionnelles ; Commission de Renforcement des Capacités ; comités/équipes spécialisées « INTOSAI – Le financement par les donateurs » et « Crise financière »)

EUROSAI (Organisation européenne des ISC)

La Cour des Comptes espagnole :

- est membre de l'EUROSAI depuis sa création (Madrid, 1990)
- assume de façon permanente le Secrétariat général de l'EUROSAI
- copréside le Comité de formation
- est membre des groupes de travail sur les technologies de l'information et sur l'audit d'environnement
- coopère régulièrement avec l'INTOSAI et certains de ses groupes régionaux (OLACEFS, ARABOSAI, ASOSAI), avec l'Initiative pour le développement de l'INTOSAI, SIGMA, ECIIA et d'autres partenaires.

OLACEFS (Organisation des ISC d'Amérique latine et des Caraïbes)

- La Cour des Comptes espagnole est membre adhérent de l'OLACEFS.

ACCORDS DE COOPÉRATION BILATÉRALE/FOURNITURE D'UN SOUTIEN TECHNIQUE À DES ISC

- Des accords de coopération ont été signés avec 14 ISC. D'autres sont en préparation.

VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES/DE PROJETS INTERNATIONAUX

– ***Missions déjà menées :***

- INTOSAI – 1989/1991
- Union de l'Europe occidentale (UEO – 1997/1999)
- Organisation européenne de la Recherche nucléaire (CERN – 1998/2002)
- Laboratoire européen de Biologie moléculaire (LEBM – 1998/2000)
- Examen structurel du Bureau du Contrôle financier de l'Organisation européenne pour l'Exploitation de Satellites météorologiques (EUMETSAT), 2010

– ***Missions en cours :***

- Audit du PROGRAMME EF – 2000 – Avion de combat européen (NETMA)
- Membre du Collège des Commissaires aux Comptes des entités suivantes :
 - * Organisation conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR-EA)
 - * Mécanisme ATHENA (gestion du financement des opérations de l'UE ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense)

AUTRES PROJETS INTERNATIONAUX DE COOPÉRATION AVEC DES ISC

- Appui à des ISC d'Amérique latine (formation/assistance technique) dans le cadre de la coopération internationale espagnole.
- Fourniture d'une formation en ligne aux agents de la fonction publique de pays d'Amérique latine, en coopération avec la Fondation espagnole CEDDET.
- Participation à des réunions d'autres organisations internationales (Collège des Commissaires aux Comptes de l'OTAN, etc.).

PROPOSITION D'HONORAIRES

MONTANT DES HONORAIRES ANNUELS

Les honoraires s'élèvent à US \$460 300 par an, soit à US \$1 841 200 pour la période 2012-2015, et se répartissent comme suit :

| | |
|--|----------------|
| Organisation mondiale de la Santé (OMS) | 403 486 |
| Programme de lutte contre l'onchocercose | 10 295 |
| Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) | 11 806 |
| Centre international de Calcul (CIC) | 11 101 |
| ONUSIDA | 11 806 |
| UNITAID | 11 806 |
| TOTAL (US \$) | 460 300 |

1) *Proposition de nombre de mois de travail à passer à des travaux de vérification au sein de l'OMS (pour l'OMS en tant que telle et pour des vérifications distinctes d'entités non consolidées) et nombre de mois de travail à notre siège.*

Nous proposons la répartition en *mois de travail* ci-après (cette information figure à la rubrique « C) Nombre total de mois par vérificateur et par an » de notre proposition).

| | Sur le terrain | À Madrid | TOTAL |
|--|----------------|-----------|-----------|
| Siège de l'OMS | 11 | 24 | 35 |
| Bureaux régionaux de l'OMS | 10 | 22 | 32 |
| TOTAL OMS | 21 | 46 | 67 |
| Programme de lutte contre l'onchocercose | 1 | 2 | 3 |
| Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) | 1 | 2 | 3 |
| Centre international de Calcul (CIC) | 1 | 2 | 3 |
| ONUSIDA | 1 | 2 | 3 |
| UNITAID | 1 | 2 | 3 |
| TOTAL | 26 | 56 | 82 |

Sur le total de 82 mois-vérificateur proposés pour chaque exercice, 26 mois correspondent à des activités au Siège et dans d'autres bureaux de l'OMS et à des vérifications distinctes des entités non consolidées (Programme africain de lutte contre l'onchocercose, CIRC, CIC, ONUSIDA et UNITAID). Les 56 autres mois-vérificateur correspondent à des activités qui se dérouleront au siège de la Cour des Comptes espagnole, à Madrid. Le tableau ci-dessus indique la répartition pour chaque rapport indépendant, et entre le Siège et les autres bureaux de l'OMS.

Des informations complémentaires figurent également dans le tableau ci-dessous (concernant les informations présentées dans notre proposition à la rubrique E) – « *Indication du calendrier des demandes d'information* ». Il indique le nombre de vérificateurs et le calendrier provisoire des activités sur le terrain *en semaines*, à l'OMS et aux sièges et bureaux des entités non consolidées. À des fins de cohérence entre les deux tableaux, nous avons considéré que chaque mois compte quatre semaines et demie. Nous arrivons à un total de 117 vérificateurs/semaine :

| Activités sur le terrain | Nombre de semaines | Nombre de vérificateurs | Vérificateurs-semaine |
|--|--------------------|-------------------------|-----------------------|
| Activités préliminaires à Genève | 1 | 11 | 11 |
| Vérifications du contrôle interne à Genève | 2 | 10 | 20 |
| Activités au Siège de l'OMS à Genève | 5 | 5 | 25 |
| Activités au Bureau OMS de l'Europe à Copenhague | 2 | 4 | 8 |
| Activités au Bureau régional OMS de la Méditerranée orientale au Caire | 2 | 5 | 10 |
| Activités au Bureau régional OMS de l'Asie du Sud-Est à New Delhi | 2 | 4 | 8 |
| Activités au Bureau régional OMS du Pacifique occidental à Manille | 2 | 3 | 6 |
| Coordination des activités avec le vérificateur des comptes de l'Organisation panaméricaine de la Santé à Washington | 1 | 2 | 2 |
| Activités dans les bureaux dépendant du Bureau régional de l'Afrique | 2 | 4 | 8 |
| NOMBRE TOTAL DE VÉRIFICATEURS-SEMAINE SUR LE TERRAIN (OMS) | | | 98 |
| Activités au Siège du Programme de lutte contre l'onchocercose à Ouagadougou | 1 | 3 | 3 |
| Activités au Centre international de Recherche sur le Cancer à Lyon | 1 | 4 | 4 |
| Activités au Siège du CIC à Genève | 1 | 4 | 4 |
| Activités au Siège de l'ONUSIDA à Genève | 1 | 4 | 4 |
| Activités au Siège de l'UNITAID à Genève | 1 | 4 | 4 |
| NOMBRE TOTAL DE VÉRIFICATEURS-SEMAINE SUR LE TERRAIN | | | 117 |

ANNEXE 8

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CANDIDATURES ET
DES PROPOSITIONS D'HONORAIRES**

| Pays présentant la candidature | Nom et qualité du candidat proposé | Nombre annuel de mois de vérification pour l'OMS¹ | Nombre annuel de mois de vérification pour les entités associées¹ | Proposition d'honoraires annuels pour l'OMS (en US \$, chiffres arrondis) | Proposition d'honoraires annuels pour les entités associées (en US \$, chiffres arrondis) | Total des honoraires proposés pour la période 2012-2015 (en US \$) |
|---|---|---|---|--|--|---|
| France | M. Didier Migaud, Président, Cour des Comptes | 20 | 16 | 287 170 | 126 223 | 1 652 000 |
| Allemagne | Professeur Dieter Engels, Président, Cour des Comptes allemande | 50 | 4 | 490 000 (2012-2013) 499 800 (2014-2015) | 49 000 (2012-2013) 49 980 (2014-2015) | 2 187 560 |
| Ghana | M. Richard Quartey Quartey, Vérificateur général des Comptes du Ghana | 23,5 | 10 | 305 650 | 130 000 | 1 742 600 |
| Malaisie | M. Tan Sri Dato' Setia Ambrin Buang, Vérificateur général des Comptes de la Malaisie | Non communiqué | Non communiqué (total de 92 mois) | 475 000 (2012-2013) 498 750 (2014-2015) entités non consolidées comprises | | 1 947 500 |
| Philippines | M. Reynaldo A. Villar, Président, Commission de Vérification des Philippines | Non communiqué | Non communiqué (total de 36 mois) | 449 000 (2012-2013) 454 000 (2014-2015), entités non consolidées comprises | | 1 806 000 |
| Espagne | M. Manuel Núñez Pérez, Président de la Cour des Comptes (<i>Tribunal de Cuentas</i>) | 67 | 15 | 376 100 | 84 200 | 1 841 200 |

= = =

¹ Inclut les activités dans les bureaux de l'OMS et l'appui fourni par chaque bureau national de vérification.